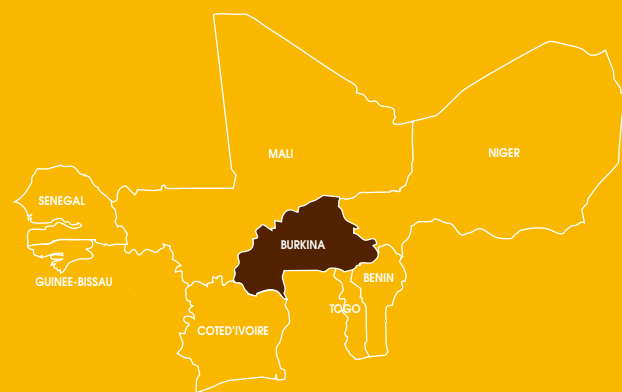




BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BURKINA FASO
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU DEVELOPPEMENT
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BURKINA FASO 2017



BURKINA FASO
Ministère de l'Economie, des Finances
et du Développement
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BURKINA FASO 2017

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX.....	3
LISTE DES GRAPHIQUES.....	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
AVANT-PROPOS.....	6
RESUME.....	7
INTRODUCTION.....	9
1. Environnement international.....	9
2. Evolution économique dans l'UEMOA.....	10
3. Evolution économique au Burkina Faso.....	11
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	14
1.1- Balance commerciale.....	16
1.1.1- Exportations de biens.....	17
1.1.2- Importations de biens.....	19
1.2- Balance des services.....	20
1.2.1- Exportations de services.....	21
1.2.2- Importations de services.....	21
1.3- Compte du revenu primaire.....	21
1.4- Compte du revenu secondaire.....	22
II- COMPTE DE CAPITAL.....	23
2.1- Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits.....	24
2.2- Transferts en capital.....	24
III- COMPTE FINANCIER.....	24
3.1- Investissements directs étrangers.....	25
3.2- Investissements de portefeuille.....	25
3.3- Dérivés financiers.....	26
3.4- Autres investissements.....	26
IV- CAPITAUX MONETAIRES.....	26
4.1- Actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	26
4.2- Actifs et engagements des autres institutions de dépôts.....	27
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	28
5.1- Evolution de la position extérieure globale nette.....	28
5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette.....	28
5.3- Structure géographique de la position extérieure globale nette.....	29
CONCLUSION.....	30
ANNEXES.....	31

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations.....	16
Tableau 2 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens.....	17
Tableau 3 : Evolution des composantes du revenu secondaire de 2013 à 2017.....	23
Tableau 4 : Evolution du compte de capital de 2013 à 2017.....	24
Tableau 5 : Evolution des actifs et engagements de la Banque Centrale.....	27
Tableau 6 : Evolution des actifs et engagements des AID	28

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des taux de change moyens annuels.....	10
Graphique 2 : Evolution du taux de croissance et de l'inflation du Burkina Faso et de l'UEMOA de 2013 à 2017.....	12
Graphique 3 : Evolution du solde global de la balance des paiements de 2013 à 2017.....	13
Graphique 4 : Evolution de la structure du compte des transactions courantes de 2013 à 2017.....	14
Graphique 5 : Evolution du compte des transactions courantes de 2013 à 2017.....	15
Graphique 6 : Evolution du compte des biens et services de 2013 à 2017.....	15
Graphique 7 : Evolution de la balance des biens et services de 2013 à 2017.....	16
Graphique 8 : Evolution des parts des principaux produits d'exportation de 2013 à 2017.....	18
Graphique 9 : Evolution des composantes du compte de services de 2013 à 2017	21
Graphique 10 : Evolution des composantes du revenu primaire de 2013 à 2017.....	22
Graphique 11 : Evolution du compte financier de 2013 à 2017.....	25

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	: Actifs Extérieurs Nets
AID	: Autres Institutions de Dépôts
BAD	: Banque Africaine de Développement
BCE	: Banque Centrale Européenne
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	: Banque Islamique de Développement
BIDC	: Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CAF	: Coût Assurance Fret
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFA	: Communauté Financière Africaine
DGC	: Direction Générale du Commerce
DGCOOP	: Direction Générale de la Coopération
DGD	: Direction Générale des Douanes
DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
ECID	: Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs Etrangers
FAGACE	: Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique
FAO	: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: Free On Board
IDE	: Investissements Directs Etrangers
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
ISBLM	: Institutions Sans But Lucratif au service des Ménages
MBP5	: Manuel de la Balance des Paiements, 5 ^{ème} édition
MBP6	: 6 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale
MSFM	: Manuel des Statistiques Financières et Monétaires
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OPEC	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PEG	: Position Extérieure Globale
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNG	: Position Nette du Gouvernement
SCN	: Système de Comptabilité Nationale

SSE : Statistiques du Secteur Extérieur

SYSCOA : Système Comptable Ouest Africain

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

UMOA : Union Monétaire Ouest Africaine

RESUME

L'année 2017 a été marquée par un renforcement de la croissance mondiale, qui est passée de 3,2% en 2016 à 3,7% en 2017, induite par l'augmentation notable de l'investissement, du commerce et de la production industrielle, ainsi que le regain de confiance des chefs d'entreprises et des consommateurs. Cette conjoncture favorable a permis d'atténuer les conséquences des incertitudes liées à la mise en œuvre du Brexit et des mesures de relance aux Etats-Unis d'Amérique.

Les cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union ont enregistré des évolutions contrastées sur une base annuelle. Les cours du pétrole, du cacao et du caoutchouc se sont repliés, tandis que ceux de la noix de cajou, de l'huile palmiste, de l'huile de palme, de l'or et du coton se sont renforcés.

Le dynamisme économique amorcé depuis 2012 au sein de l'UEMOA s'est maintenu au cours de l'année 2017, à la faveur de l'amélioration progressive de la conjoncture internationale et interne des Etats. Les dernières estimations indiquent une progression du PIB de l'Union, en termes réels, de 6,7% en 2017 contre 6,6% en 2016. Cette expansion économique a été portée par le secteur tertiaire, principal moteur de la croissance, à la faveur de la bonne tenue des activités commerciales et des services, notamment les transports, les télécommunications et les services financiers.

Au Burkina Faso, le PIB réel a enregistré un taux de croissance de 6,3% en 2017, au même niveau que celui enregistré en moyenne dans l'espace UEMOA, contre 5,9% en 2016. Ce regain de la croissance est imputable à la progression de l'activité des secteurs secondaire et tertiaire, le secteur primaire s'étant inscrit en repli. L'inflation, en moyenne annuelle, mesurée par l'IHPC, est ressortie à +0,4% contre une moyenne de +0,8% enregistrée au niveau de l'UEMOA et une baisse de 0,2% en 2016. Elle est restée modérée et conforme à la norme communautaire (+3,0% au maximum).

Dans ce contexte, le solde de la balance des paiements du Burkina Faso est ressorti excédentaire de 246.976 millions au titre de l'année 2017, après 239.401 millions un an plus tôt.

Le déficit du compte des opérations courantes s'est accentué de 58.068 millions entre 2016 et 2017 pour se situer à 520.434 millions. Cette détérioration du compte courant a été imprimée par l'augmentation du déficit de la balance des biens et services et la diminution de l'excédent du compte des revenus secondaires. La balance commerciale s'est détériorée de 2.727 millions, suite à une plus forte augmentation des importations par rapport à celle des exportations. Le déficit de la balance des services s'est accentué de 10,0% en lien notamment avec la baisse des recettes touristiques. Le solde déficitaire du compte du revenu primaire s'est atténué de 1.353 millions en lien notamment avec le repli des paiements nets aux non-résidents au titre des autres revenus primaires et dans une moindre mesure par la diminution des paiements en rémunération des salariés non-résidents. Sous l'effet du recul des appuis budgétaires mobilisés par l'Etat, le compte du revenu secondaire s'est altéré de 9.594 millions en ressortant excédentaire de 231.544 millions. En part du PIB, le déficit de la balance courante s'est accru en 2017, pour se situer à 7,3% (8,3% hors dons officiels) contre 7,2% en 2016 (8,4% hors dons officiels).

Le compte de capital a, quant à lui, affiché un solde excédentaire de 172.840 millions, en progression de 22.698 millions par rapport à 2016, soit +15,1%. Cette variation reflète l'afflux des dons projets au profit de l'Administration publique.

En ce qui concerne le compte financier, il a dégagé des entrées nettes de ressources pour le Burkina Faso à hauteur de 599.069 millions, contre des entrées nettes de 554.912 millions en 2016, soit un accroissement de 8,0%. Cette évolution est en ligne avec l'augmentation des entrées nettes au titre des investissements de portefeuille et des autres investissements, une sortie nette de capitaux ayant été enregistrée au niveau des investissements directs.

Du fait des évolutions ci-dessus, les actifs extérieurs nets de la BCEAO se sont renforcés de 125.682

millions et ceux des autres institutions de dépôts se sont consolidés de 121.294 millions. Il en résulte un excédent de 246.976 millions correspondant au solde global de la balance des paiements enregistré en 2017.

S'agissant de la position extérieure globale, elle est ressortie débitrice de 4.330.655 millions, contre un solde débiteur de 4.078.008 millions un an plus tôt, soit une détérioration de 6,2%, consécutive à un gonflement du stock de passifs plus important que l'augmentation du stock d'actifs financiers.

/-/-/-/-/-/-/-/-/-/-/-/-/-

INTRODUCTION

La balance des paiements est un instrument d'analyse et d'aide à la décision économique qui traduit la situation de compétitivité de l'économie vis-à-vis du reste du monde.

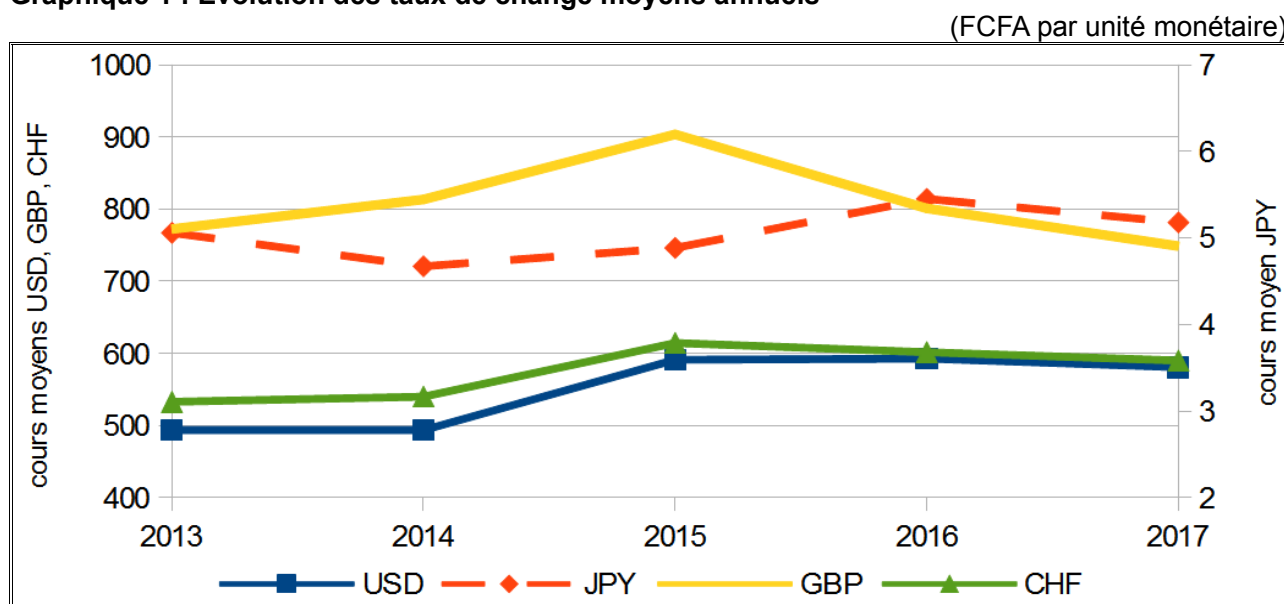
1. Environnement international

L'environnement économique et financier international a été marqué, en 2017, par l'augmentation de l'investissement, du commerce et de la production industrielle, ainsi que le regain de confiance des chefs d'entreprise et des consommateurs. Cette conjoncture favorable a permis d'atténuer les effets des incertitudes liées à la mise en œuvre du Brexit et a été renforcée par les mesures de stimulation fiscale prises aux Etats-Unis d'Amérique. Dans ce contexte, la reprise de l'économie mondiale, entamée à fin 2016, s'est renforcée. Ainsi, le taux de croissance mondiale s'est établi à 3,7% en 2017, après 3,2% en 2016. Aux Etats-Unis d'Amérique, la croissance du PIB réel s'est située à 2,3% en 2017, après 1,5% en 2016, en relation avec la vigueur de la demande intérieure et de l'investissement ainsi que le rebond des activités des entreprises du secteur de l'énergie. Dans la Zone euro, la progression du PIB s'est élevée à 2,4% en 2017, après une réalisation de 1,8% en 2016. L'accélération de la croissance s'explique essentiellement par le dynamisme des exportations, dans un contexte marqué par le renforcement des échanges commerciaux mondiaux et la vigueur de la demande intérieure, tirée par des conditions financières accommodantes.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance économique s'est redressé à 4,7% en 2017 contre 4,4% en 2016, du fait notamment de l'amélioration de la demande intérieure, du regain de dynamisme des marchés de matières premières et de la conjoncture favorable dans les grands pays exportateurs de pétrole. En Chine, le taux de croissance de l'activité économique s'est établi à 6,8% en 2017, après 6,7% en 2016. En Inde, la croissance a ralenti pour se situer à 6,7% en 2017, après 7,1% en 2016. Le Brésil a renoué avec une croissance positive de 1,1% en 2017, après une contraction de 3,5% en 2016. En Russie, avec le redressement de la demande intérieure et extérieure ainsi que la remontée des cours du pétrole, l'activité économique a crû de 1,8% en 2017, après un léger repli de 0,2% en 2016. En Afrique subsaharienne, le taux de progression de l'économie s'est établi à 2,7% en 2017, en nette accélération par rapport à celui de 2016 (+1,4%). Au Nigeria, l'activité s'est renforcée de 0,8% en 2017 après un repli de 1,6% en 2016, soutenue par la hausse de la production du pétrole et le dynamisme du secteur agricole.

Dans les pays avancés, le taux d'inflation est ressorti à 1,7% en 2017, contre 0,8% en 2016, demeurant toutefois en deçà des objectifs fixés par les banques centrales. Au niveau des pays émergents et en développement, il s'est établi en moyenne à 4,1% en 2017 après 4,3% en 2016.

En 2017, le cours de l'euro, en moyenne annuelle, s'est apprécié par rapport aux principales monnaies. En effet, il a gagné 6,5%, 5,0%, 2,0% et 1,9% respectivement face à la livre sterling, au yen japonais, au dollar des Etats-Unis d'Amérique et au franc suisse.

Graphique 1 : Evolution des taux de change moyens annuels

Note : USD : Dollar des Etats-Unis d'Amérique ; GBP : Livre britannique ; CHF : Franc suisse ; JPY : Yen japonais
Source : BCEAO

Les cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union ont enregistré des évolutions haussières sur une base annuelle, à l'exception de ceux du cacao et de l'huile de palme qui ont baissé respectivement de 29,8% et 4,6%. Les hausses les plus importantes ont été observées au niveau de la noix de cajou (+19,8%), du caoutchouc (+18,9%), du pétrole (+15,4%), du café robusta (+14,7%) et du coton (+10,9%).

2. Evolution économique dans l'UEMOA

Le dynamisme économique amorcé depuis 2012 au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est maintenu au cours de l'année 2017, à la faveur de l'amélioration progressive de la conjoncture internationale et interne des Etats. En effet, l'Union a bénéficié, au plan international, du regain d'activités au Nigeria, principal partenaire commercial de certains de ses Etats membres ainsi que de la consolidation de l'activité dans les économies industrialisées et émergentes. Au niveau interne, les économies de la Zone ont été soutenues par l'apaisement progressif du climat sociopolitique et sécuritaire ainsi que par la poursuite des investissements dans les secteurs porteurs de croissance.

Les dernières estimations indiquent une progression du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union, en termes réels, de 6,7% en 2017 contre 6,6% en 2016. L'expansion économique a été portée par le secteur tertiaire, principal moteur de la croissance, avec une contribution de 3,7 points, à la faveur de la bonne tenue des activités commerciales et des services, notamment les transports, les télécommunications et les services financiers. Les secteurs primaire et secondaire ont assuré chacun un apport de 1,5 point à la croissance économique, en relation avec la hausse de la production agricole et le regain d'activités dans les industries extractives et manufacturières. Les meilleures performances sont annoncées en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Burkina Faso où la croissance du PIB en volume ressortirait respectivement à 8,1%, 6,8% et 6,4%.

Au titre de l'année 2017, le taux d'inflation moyen dans l'Union s'est établi à 0,8% contre une réalisation de 0,3% en 2016. Ce rebond est imputable principalement au renchérissement des produits alimentaires locaux, notamment les légumes et les produits de la pêche, ainsi que des services de restauration.

En 2017, le profil des finances publiques des Etats membres de l'Union a été marqué par la poursuite des efforts d'investissement dans les infrastructures et les secteurs sociaux, ainsi que par une hausse

des dépenses courantes. Dans ce contexte, les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un déficit budgétaire en dégradation par rapport à l'année 2016. Le déficit global, base engagements, dons compris, est ressorti à 3.090,9 milliards à fin décembre 2017, contre 2.659,8 milliards un an auparavant. En pourcentage du PIB, ce déficit a enregistré une détérioration de 0,3 point pour se situer à 4,7% en 2017, consécutive à la hausse de 0,6 point de pourcentage du PIB des dépenses totales plus soutenue que l'augmentation de 0,4 point de pourcentage du PIB des recettes totales et dons.

Selon les dernières prévisions, la situation des échanges extérieurs de l'Union serait caractérisée par un solde global excédentaire de 627,0 milliards, après un déficit de 946,8 milliards en 2016. Cette nette amélioration a résulté d'une augmentation des entrées nettes au titre des comptes de capital et financier, en dépit de la détérioration du déficit courant. Le déficit du compte courant est attendu à 6,5% du PIB, en hausse de 1,3% par rapport à l'année précédente, en ligne avec l'aggravation du déficit de la balance des biens et services ainsi que du compte du revenu primaire.

L'action monétaire de la Banque Centrale au cours de l'année 2017 s'est appuyée principalement sur l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité bancaire à travers notamment les taux directeurs, les opérations de refinancement de la BCEAO et le dispositif des réserves obligatoires. La situation monétaire de l'Union à fin décembre 2017, comparée à celle à fin décembre 2016, a été caractérisée par un accroissement de la masse monétaire, consécutif à la progression des créances intérieures et des actifs extérieurs nets.

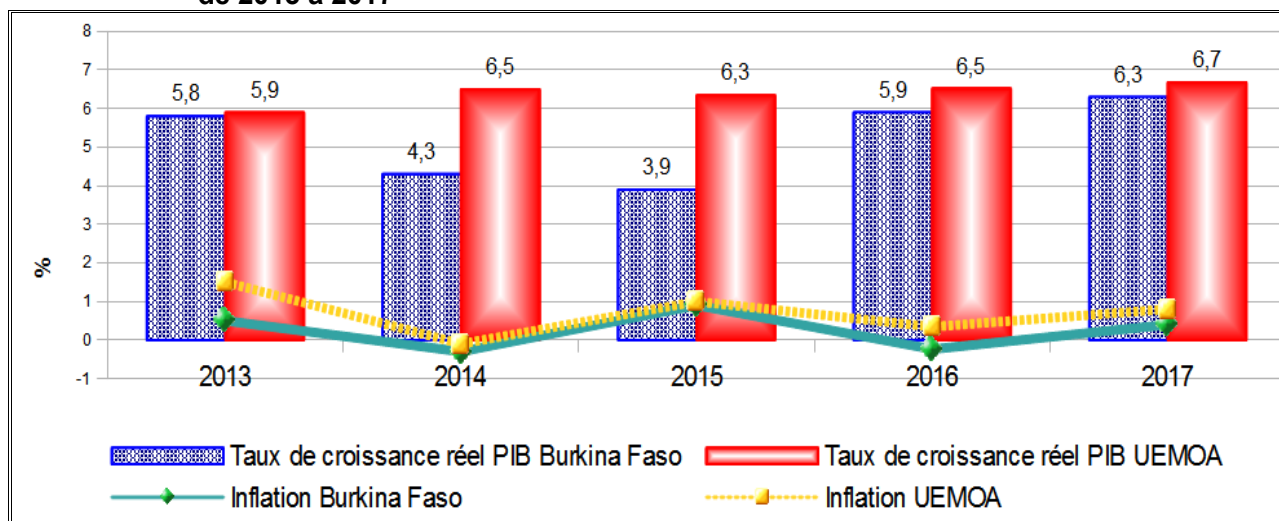
Au titre de l'année 2017, les principaux indices de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) se sont orientés à la baisse. En effet, les indices BRVM 10 et BRVM Composite ont affiché des baisses annuelles de 16,1% et 16,8% respectivement. La capitalisation boursière du marché des actions a représenté 6.836 milliards au 31 décembre 2017, soit un repli de 11,3% sur l'année. La valeur des transactions s'est inscrite dans la même tendance baissière, en enregistrant une diminution de 34,6%.

3. Evolution économique au Burkina Faso

Le contexte économique a été marqué en 2017 par un climat socio-politique plus favorable aux affaires malgré une situation sécuritaire affectée par la multiplication des attaques terroristes, un arrêt précoce des pluies et les attaques d'oiseaux granivores et de chenilles sur les cultures.

Au total, le PIB réel a enregistré un taux de croissance de 6,3% contre 5,9% en 2016. Ce regain de la croissance est imputable à la progression de l'activité des secteurs secondaire et tertiaire, le secteur primaire s'étant inscrit en repli. Le PIB à prix courants est estimé à 7.173,1 milliards en 2017 contre 6.455,7 milliards en 2016, soit une hausse de 11,1%.

Graphique 2 : Evolution du taux de croissance et de l'inflation du Burkina Faso et de l'UEMOA de 2013 à 2017



Au niveau du secteur primaire, la production céréalière a enregistré une baisse de 11,0%, après une progression de 9,0% en 2016 et un repli de 6,3% en 2015, ressortant à 4.063.198 tonnes en 2017, en raison d'une saison pluvieuse peu satisfaisante. La production de coton graine est également ressortie en repli, s'établissant à 612.698 tonnes en 2017, après 681.380 tonnes en 2016, correspondant à une baisse de 10,2%, en dépit de l'accroissement des superficies emblavées.

L'activité du secteur secondaire a bénéficié d'une dynamique favorable dans les sous-secteurs des industries extractives et d'égrenage de coton, dont la valeur ajoutée, en termes réels, a affiché des hausses respectives de 26,1% et 8,6%. S'agissant du secteur tertiaire, l'activité s'est accélérée, sous l'impulsion tant des services non marchands que des services marchands.

En ce qui concerne l'inflation, l'année 2017 a été marquée par une légère hausse du niveau général des prix à la consommation. En effet, l'inflation, en moyenne annuelle, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), est ressortie à +0,4% contre une moyenne de +0,8% enregistrée au niveau de l'UEMOA et une baisse de 0,2% en 2016. Elle est restée modérée et conforme à la norme communautaire (+3,0% au maximum).

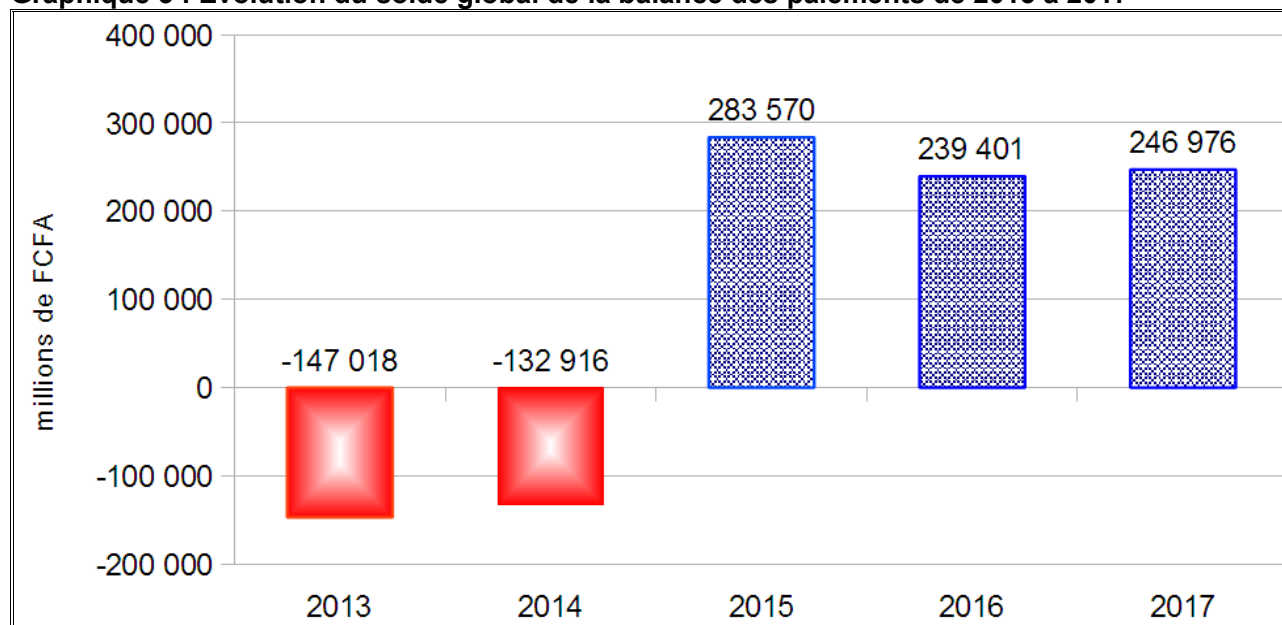
Les opérations financières de l'Etat, exercice 2017, ont été exécutées dans un contexte marqué par une situation relativement difficile sur le plan national et international. Malgré une amélioration de la mobilisation des recettes, le déficit budgétaire global, base engagements, est ressorti à 7,8% du PIB en 2017 contre 3,9% en 2016. Le solde global, base caisse, est ressorti déficitaire de 543,9 milliards à fin décembre 2017 et la couverture de ce déficit a été assurée par la mobilisation de concours extérieurs nets à hauteur de 74,3 milliards et intérieurs nets pour 413,8 milliards. Le taux de pression fiscale s'est néanmoins amélioré de 0,6 point de pourcentage pour s'établir à 17,3% du PIB.

L'évolution de la situation monétaire a été caractérisée, entre fin décembre 2016 et fin décembre 2017, par une progression de la masse monétaire de 586,1 milliards (+21,1%), sous l'impulsion des créances intérieures (+380,5 milliards, soit +18,5%) et des actifs extérieurs nets (+277,4 milliards, soit +26,3%).

La consolidation des Actifs Extérieurs Nets (AEN) est imputable aussi bien à la Banque Centrale dont les engagements extérieurs nets ont diminué de 135,6 milliards (-99,3%), qu'aux banques commerciales dont les AEN ont progressé de 141,7 milliards (+11,9%). L'évolution des créances intérieures est imputable à la progression des créances sur l'économie qui se sont accrues de 10,5% pour s'établir à 2.370,2 milliards à fin 2017 ainsi que des créances nettes du système bancaire sur l'Administration centrale (+154,5 milliards).

Résultant de l'évolution de la conjoncture internationale et nationale, le solde global de la balance des paiements, correspondant à la variation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôts², s'est établi à +247,0 milliards en 2017, à la faveur de la hausse des actifs extérieurs nets de l'ensemble des institutions de dépôts.

Graphique 3 : Evolution du solde global de la balance des paiements de 2013 à 2017



Source : BCEAO

La suite du rapport est subdivisée en cinq (5) sections couvrant successivement : le compte des transactions courantes, le compte de capital, le compte financier, les capitaux monétaires et la position extérieure globale.

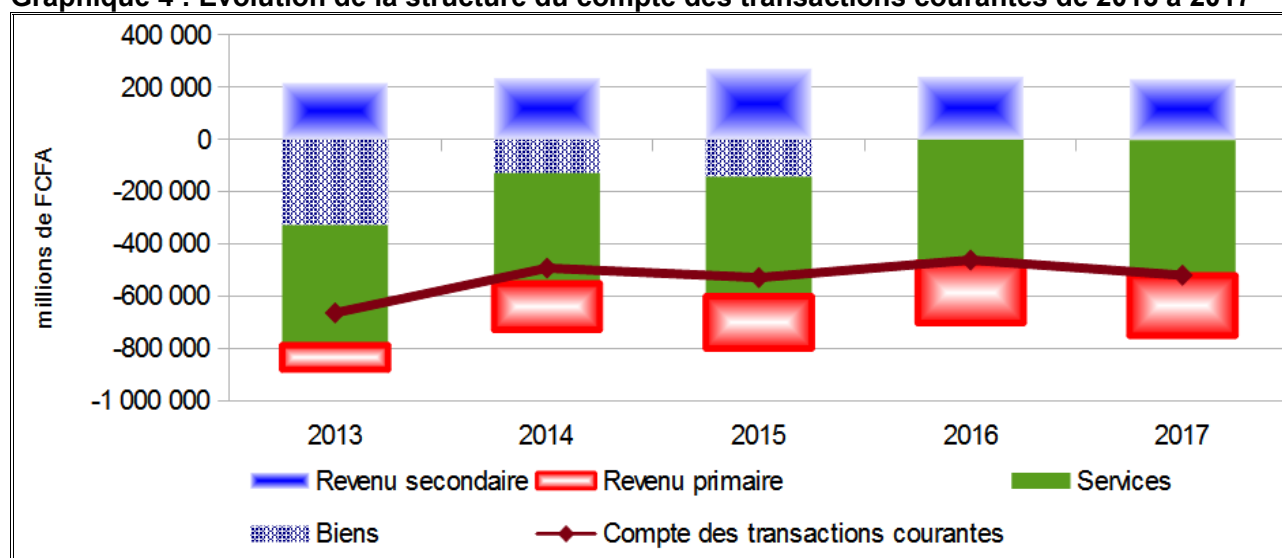
² Après la prise en compte des effets de réévaluation au cours de la période, découlant des variations des taux de change et des autres variations.

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes regroupe le compte des biens et services, le compte du revenu primaire ainsi que le compte du revenu secondaire. En 2017, le solde de la balance des paiements courants est ressorti déficitaire de 520.434 millions contre -462.365 millions une année plus tôt, soit une détérioration de 58.068 millions (-12,6%). Cette évolution du solde courant reflète l'augmentation du déficit de la balance des biens et services et la diminution de l'excédent du compte du revenu secondaire. Elle a été atténuée par le repli du déficit du compte de revenu primaire.

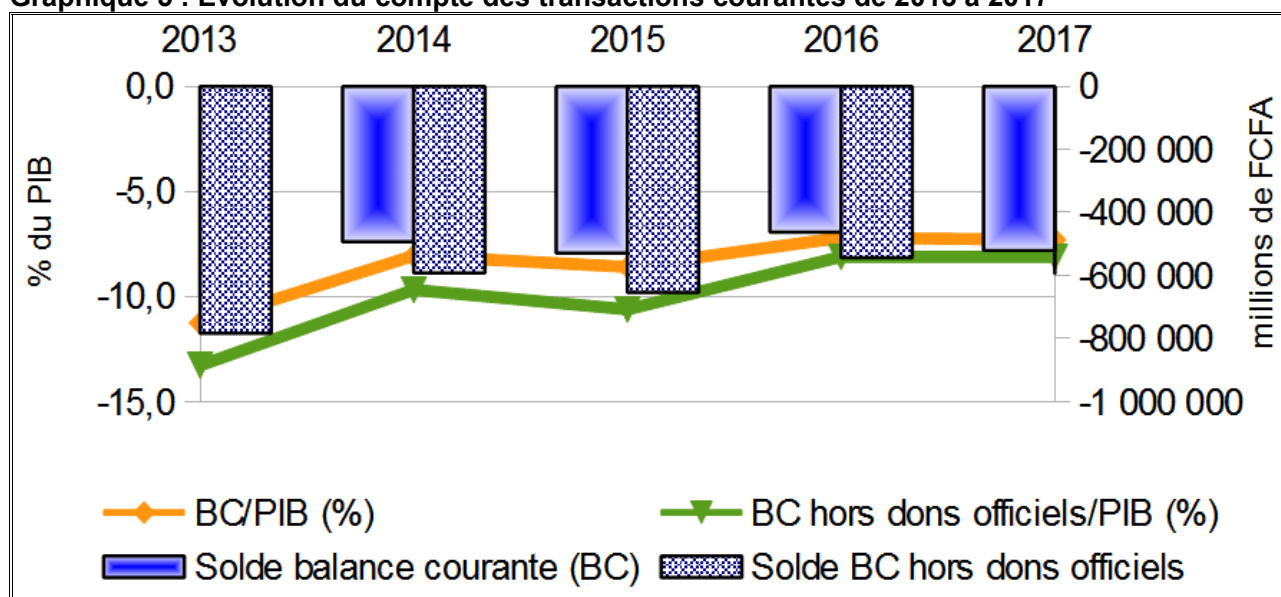
Le solde de la balance des biens a affiché un déficit de 3.105 millions, contre un quasi-équilibre en 2016 où le solde commercial est ressorti à -378 millions. Un excédent commercial historique avait été enregistré en 2011 et 2012 en relation avec la bonne tenue des exportations d'or non monétaire. Le déficit du compte du revenu primaire enregistre un léger repli en 2017 mais demeure relativement important sur les quatre dernières années, en relation avec les rémunérations des investissements étrangers. Le solde excédentaire du compte du revenu secondaire est en repli sous l'effet du recul des appuis budgétaires mobilisés par l'Etat.

Graphique 4 : Evolution de la structure du compte des transactions courantes de 2013 à 2017



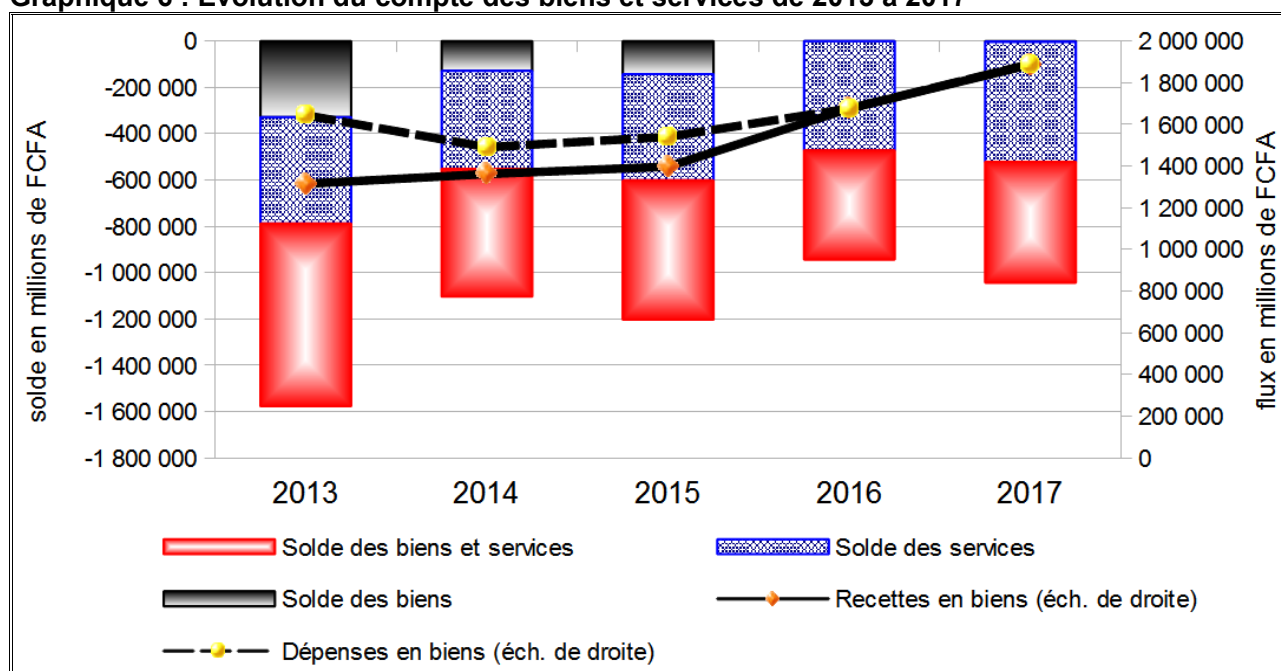
Source : BCEAO

Rapporté au PIB, le déficit de la balance courante s'est légèrement accru, passant de -7,2% en 2016 à -7,3% en 2017. Hors dons officiels, le compte courant s'est situé à -8,3% du PIB en 2017, contre 8,4% en 2016. Sur la période 2013-2017, ce ratio s'est établi à -10,1% en moyenne.

Graphique 5 : Evolution du compte des transactions courantes de 2013 à 2017

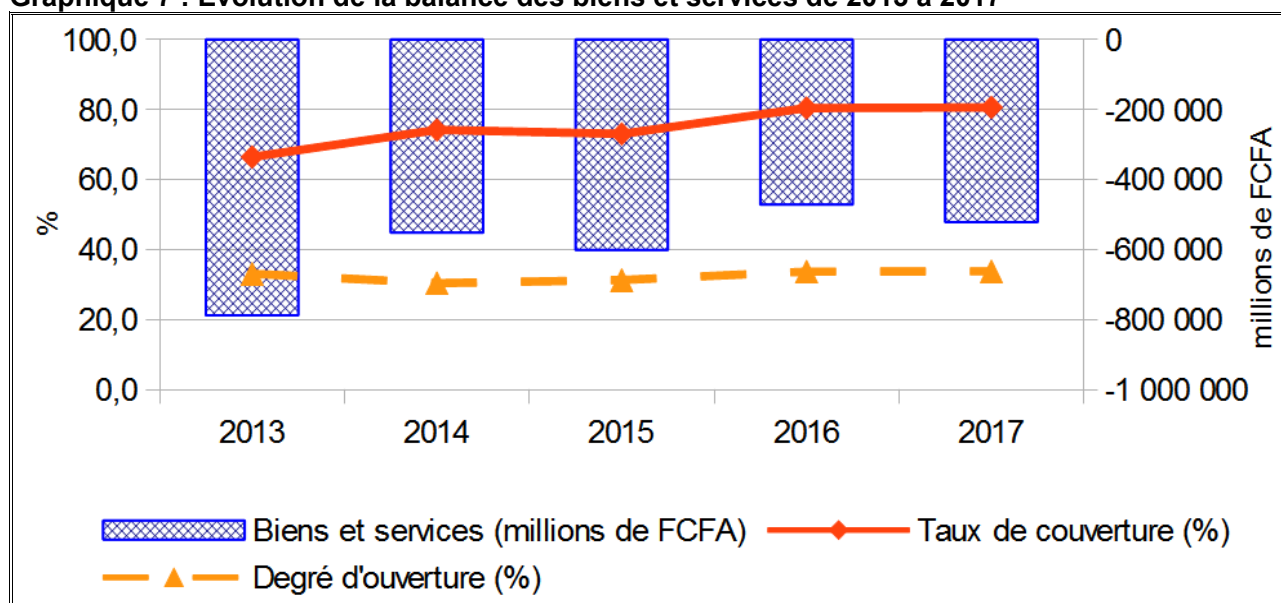
Source : BCEAO

Le déficit des échanges de biens et services s'est aggravé de 10,6% en 2017 comparativement à 2016, en liaison avec le creusement du déficit des échanges de services (+10,0% en lien notamment avec la baisse des recettes touristiques) et de celui des biens qui s'explique par l'augmentation des importations (+12,7%) plus forte que celle des exportations (+12,6%).

Graphique 6 : Evolution du compte des biens et services de 2013 à 2017

Source : BCEAO

Le degré d'ouverture de l'économie burkinabè, mesuré par le rapport entre la somme des importations et des exportations des biens et services, et le double du PIB, s'est situé à 33,8%, en faible progression de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2016. En moyenne, sur la période 2013-2017, cet indicateur est ressorti à 32,5%.

Graphique 7 : Evolution de la balance des biens et services de 2013 à 2017

Source : BCEAO

Le besoin de financement de l'économie burkinabè, qui reflète les soldes dégagés par les comptes courant et de capital, est ressorti à 347.594 millions en 2017, après 312.224 millions un an plus tôt, soit une aggravation de 11,3%. En pourcentage du PIB, il s'est établi à 4,8% comme en 2016. Le besoin de financement est attribuable à la balance des biens et services et au compte du revenu primaire. Le surplus dégagé par le compte du revenu secondaire et le compte de capital ont permis d'atténuer ce besoin.

Le ratio du service de la dette, mesuré comme le rapport du service total de la dette publique extérieure (paiements des amortissements et intérêts) aux exportations de biens et services, est ressorti à 3,2% en 2017, contre 3,0% en 2016. Cette progression reflète l'accroissement des exportations de biens et services à un rythme (+11,7%) moins élevé que celui du service de la dette extérieure qui a progressé de 19,8% pour s'établir à 70.371 millions (correspondant à 1,0% du PIB et 5,1% des recettes propres de l'Etat).

Tableau 1 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations
(montants en millions de FCFA)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations de biens et services	1 560 648	1 586 066	1 628 744	1 939 241	2 166 526
Service de la dette extérieure	38 846	45 506	48 754	58 726	70 371
Service dette extérieure/Exportations (%)	2,5	2,9	3,0	3,0	3,2

Sources : BCEAO, INSD, DGTCP

1.1- Balance commerciale

La balance commerciale ou balance des biens recense les transactions sur les marchandises générales, l'or non monétaire et les exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international³. Les importations et les exportations sont enregistrées en FOB et les frais payés au titre du fret et de l'assurance sont enregistrés dans les services.

Afin de répondre aux besoins d'établissement de la balance des paiements, des retraitements sont

³ Le négoce international est l'achat de biens par un résident (de l'économie qui établit la balance des paiements) à un non-résident, et leur revente ultérieure à un autre non-résident sans que les biens entrent dans l'économie en question.

effectués sur les statistiques du commerce extérieur. Ces statistiques, fondées sur le concept de frontière nationale, sont élaborées selon l'optique « commerce général ». En outre, les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale de réconciliation des données du commerce intra-UEMOA instituée par la BCEAO, qui permettent de réduire les asymétries dans les statistiques portant sur les échanges intra-communautaires et une meilleure évaluation du commerce non contrôlé, ont été pris en compte.

Tableau 2 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens

(en millions de FCFA)

Nature des opérations	2016		2017	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations
Statistiques douanières FOB / CAF	1 499 275	1 983 523	1 689 278	2 268 053
Ajustements sur l'or non monétaire (*)	171 371		193 021	
Commerce non contrôlé intra-UEMOA (**)	9 135	3 547	6 106	4 066
Autres ajustements de valeurs (***)	-3 420	28 241	-1 106	0
Fret et assurances		-338 572		-381 716
Fret		-287 786		-324 459
Assurances		-50 786		-57 257
Statistiques douanières retraitées, reprises en balance des paiements (FOB – FOB)	1 676 361	1 676 739	1 887 298	1 890 403

(*) L'ajustement sur l'or non monétaire correspond à la valorisation de la quantité d'or exportée par l'écart de prix entre le cours mondial et le prix moyen calculé à partir des données douanières. Au titre de l'année 2017, cette rubrique intègre également les estimations de l'or non monétaire exporté à partir de la production artisanale estimée à 9 tonnes par l'enquête réalisée par l'INSD en 2017.

(**) Le commerce non contrôlé intra-UEMOA est estimé sur la base des statistiques relatives aux billets en franc CFA en circulation.

(***) Les autres ajustements de valeurs concernent les transactions de biens non retracées dans les statistiques douanières tels que l'électricité.

Note : en raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Sources : BCEAO, INSD.

Au titre de l'année 2017, la balance commerciale a affiché un solde déficitaire de 3.105 millions, après -378 millions en 2016. L'aggravation du déficit de la balance des biens est imprimée par une hausse des importations (+12,7%), plus marquée que l'accroissement des exportations (+12,6%). Les importations de biens ont été couvertes à hauteur de 99,8% par les exportations en 2017, après un taux de couverture de 100,0% un an auparavant.

1.1.1- Exportations de biens

1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

Sur la base des données douanières traitées par l'INSD⁴ et ajustées pour les besoins de la balance des paiements⁵, les exportations du Burkina Faso se sont situées à 1.887.298 millions, en hausse de 12,6% comparativement à l'année 2016. Les exportations de marchandises générales se sont accrues de 4,4% pour s'établir à 578.415 millions, de même que celles d'or non monétaire ont progressé de 18,0% pour atteindre 1.088.315 millions. Les réexportations ont été valorisées à 36.352 millions, contre 39.360 millions une année plus tôt. Le taux d'exportation, mesurant le poids des exportations relativement au PIB, est ressorti à 26,3%, après 26,0% en 2016.

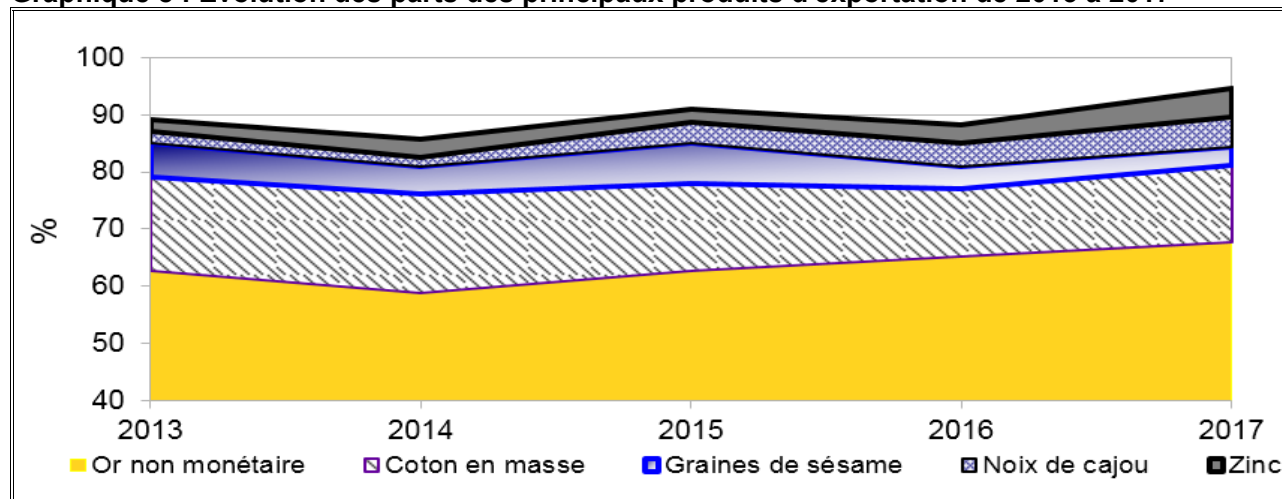
4 Traitement avec le logiciel EUROTRACE en ne prenant en compte que les opérations dont le régime douanier entre dans la définition du commerce extérieur.

5 Prise en compte du commerce non contrôlé et des autres ajustements de valeur. Cf tableau 2.

1.1.1.2- Composition des exportations de biens

Les cinq (05) principaux produits exportés en 2017 sont : l'or non monétaire avec une part de 67,7% dans le total de la valeur des exportations, suivi du coton en masse (13,4%), de la noix de cajou (5,3%), du zinc (5,1%) et des graines de sésame (2,7%). En 2012, année du dernier excédent commercial, l'or non monétaire avait représenté 79,4% de la valeur des exportations, à la faveur de cours mondiaux historiquement élevés. En 2017, l'or extrait par les sociétés minières a été exporté principalement à destination de la Suisse (84,4%), de l'Inde (14,1%) et de l'Afrique du Sud (1,5%). S'agissant du coton, les destinations privilégiées ont été Singapour (40,0%), la Suisse (37,5%), la France (15,4%), les Pays-Bas (3,1%) et le Royaume-Uni (2,4%).

Graphique 8 : Evolution des parts des principaux produits d'exportation de 2013 à 2017



Source : BCEAO

La hausse annuelle de la valeur des exportations de biens est particulièrement marquée pour l'or non monétaire (+186.642 millions, soit +17,1%), le coton (+54.821 millions, soit +27,6%), le zinc (+42.662 millions, soit +80,3%) et la noix de cajou (+32.631 millions, soit +48,6%). A l'opposé, les exportations de graines de sésame ont affiché une baisse de 8.391 millions (-12,4%) sur un an pour se situer à 59.024 millions.

En ce qui concerne les exportations d'or, qui occupent le premier rang des produits vendus à l'étranger depuis 2009, elles se sont fixées à 1.278.394 millions en 2017, en hausse de 17,1% sur un an, après un accroissement de 24,7% en 2016. Cette progression s'explique exclusivement par la hausse des quantités produites et exportées (49.616 Kg en 2017, après 41.855 Kg en 2016). Le prix de vente de l'or a enregistré un léger repli (-1,2%) en passant de 26.084,1 milliers de FCFA le kg en 2016 à 25.765,6 milliers de FCFA en 2017. La production artisanale d'or exportée a représenté 6,7% des exportations totales d'or en 2017. Elle a été estimée sur la base des résultats de l'enquête réalisée par l'INSD en 2017. En rappel, cette enquête avait estimé à 9 tonnes la production artisanale totale d'or.

S'agissant des exportations de coton, les sociétés cotonnières ont exporté au total 281.211 tonnes de coton fibre en 2017⁶, après 244.841 tonnes un an auparavant, à la faveur de la hausse de 15,8% de la production de coton graine au cours de la campagne 2016/2017 (une baisse de 16,9% avait été enregistrée à l'issue de la campagne 2015/2016). Le prix d'achat du coton graine avait été augmenté de 10 FCFA/Kg pour être fixé à 245 FCFA/Kg au titre de la campagne 2016/2017, soit un accroissement de 4,3%. Le prix moyen à l'export, pour sa part, s'est redressé de 11,1%, passant de 810.497 FCFA la tonne de coton fibre en 2016 à 900.616 FCFA la tonne en 2017.

⁶ La production totale de coton fibre est ressortie à 346.124 tonnes au titre de la campagne 2016/2017. Une quantité de 4.575 tonnes a été cédée à la FILSAH par la SOFITEX.

Les exportations de zinc⁷, dont l'exploitation a été lancée en janvier 2013 à Perkoa, ont été valorisées à 95.818 millions en 2017, en progression de 80,3% sur une année, sous l'effet conjugué de la hausse de la production et des cours internationaux. En effet, la production est passée de 155.680 tonnes en 2016, troisième année d'exploitation de la mine, à 176.761 tonnes en 2017, soit une hausse de 13,5%. Sur la même période, les prix moyens en FCFA ont enregistré une augmentation de 58,8%, à la suite d'un rebond de la demande au niveau mondial.

Concernant la noix de cajou, les exportations se sont élevées à 99.718 millions (109.180 tonnes en 2017 contre 94.035 tonnes en 2016), après 67.087 millions en 2016, soit une évolution positive de 48,6% sous l'effet de l'amélioration des prix à l'exportation en FCFA (+28,0%) ainsi que des quantités (+16,1%).

Les ventes à l'extérieur des graines de sésame en 2017 ont baissé de 12,4% par rapport à 2016 pour s'établir à 59.024 millions, en lien avec la baisse de la production (116.081 tonnes en 2017 contre 159.838 tonnes en 2016, soit -27,4%), les prix moyens pratiqués étant en hausse (+20,6%).

La hausse de 97,3% des réexportations est portée par les sorties hors du territoire douanier burkinabè, principalement vers le Ghana (22,5%), le Mali (18,4%), la Côte d'Ivoire (14,1%) et la France (10,4%), de matériels lourds entrant dans le cadre de travaux de construction ou d'exploitation minière.

1.1.1.3- Orientation géographique des exportations

A l'image des années précédentes, les pays d'Europe sont demeurés les principaux destinataires des produits exportés par le Burkina Faso en 2017, avec une part de marché de 61,9%. La part importante des exportations vers l'Europe est portée par les ventes d'or, principalement à destination de la Suisse (84,4% du total des exportations d'or des sociétés minières en 2017, après 86,0% en 2016). L'Asie est le deuxième continent de destination des exportations du Burkina Faso depuis 2015, avec une valeur totale représentant 22,2% en 2017, en hausse de 2,2 points de pourcentage en un an. En particulier, Singapour, premier partenaire asiatique pour les exportations, a enregistré 36,5% des exportations vers ce continent. Singapour importe du Burkina Faso de la fibre de coton (40,0%), de la noix de cajou (47,0%) et des graines de sésame (29,7%). Les expéditions en direction de l'Inde, deuxième partenaire asiatique en termes d'exportations, sont constituées à 91,0% d'or non monétaire. Le continent africain a enregistré 11,9% des exportations en provenance du Burkina Faso. Les exportations d'oléagineux (sésame) et de cajou en direction du Ghana font de ce pays le premier partenaire du Burkina Faso en Afrique avec une part de 11,8%.

En ce qui concerne les exportations intra-UEMOA, elles ont représenté 3,7% des exportations totales du Burkina Faso. Le Mali, la Côte d'Ivoire et le Togo ont été les premiers pays de destination au sein de l'Union, avec respectivement 1,0%, 0,8% et 0,7% du total des exportations. En ce qui concerne les produits vendus aux résidents maliens, ils sont composés notamment de tourteaux (18,4%) et d'huile alimentaire (18,8%). Les exportations en direction de la Côte d'Ivoire sont constituées essentiellement de machines diverses (16,1%), de fil de coton (14,1%) et des fruits et oléagineux (4,7%). S'agissant du Togo, les produits exportés ou réexportés sont essentiellement des graines de sésame (51,3%) et de la noix de cajou (31,8%).

1.1.2- Importations de biens

1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

Les importations du Burkina Faso, sur la base des statistiques du commerce extérieur⁸, se sont situées à 2.267.118 millions en 2017, contre 1.983.523 millions un an plus tôt, soit une augmentation de 14,3%, expliquée essentiellement par la hausse des importations de biens d'équipement et de produits énergétiques. Les données ajustées pour les besoins de la balance des paiements font ressortir des

⁷ Zinc non allié, sous forme brute, contenant en poids moins de 99,99% de zinc.

⁸ Statistiques produites par l'INSD.

importations totales FOB de 1.890.402 millions contre 1.676.738 millions en 2016, soit une progression de 12,7%. Les importations de biens ont représenté 26,4% du PIB en 2017, contre 26,0% en 2016.

1.1.2.2- Composition des importations de biens

La structure des importations (en valeur) révèle, sur les cinq (05) dernières années, une prédominance de cinq (05) groupes de produits que sont : les « Biens d'équipement » (26,4%), les « Produits pétroliers » (21,1%), les « Matières premières » (14,1%), les « Produits alimentaires » (11,0%) et les « Produits chimiques » (10,1%). Sur la période 2013-2017, en moyenne, les biens d'équipement ont occupé le premier rang des importations (25,4%), suivis des produits pétroliers (24,4%).

En 2017, la facture énergétique a augmenté de 12,5% sur un an, en ligne avec la hausse de 23,3% du prix en dollar du pétrole sur les marchés internationaux. Les achats d'hydrocarbures proviennent notamment des Pays-Bas, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et des Etats-Unis d'Amérique. Les importations d'électricité ont progressé de 12,1% sur un an pour se chiffrer à 31.664 millions dont 28.393,8 millions en provenance de la Côte d'Ivoire et 3.269,8 millions fournis par le Ghana. Les importations de biens d'équipement (+12,0%), de produits alimentaires (+8,0%), de produits chimiques (+12,0%) et de matières premières (+10,0%) se sont accrues. En particulier, le riz, principal produit alimentaire importé, a enregistré des quantités importées en progression de 6,3% en 2017, atteignant 515,6 millions de tonnes valorisées à 68.482,6 millions, contre 485,2 millions de tonnes d'une valeur de 63.651,2 millions un an auparavant.

1.1.2.3- Orientation géographique des importations

La répartition par origine des importations du Burkina Faso demeure quasiment identique sur les cinq (05) dernières années. Au titre de l'année 2017, les trois principales zones d'approvisionnement ont été les pays d'Afrique avec 34,7% de part du marché, suivis de ceux d'Europe avec 32,1% et d'Asie avec 22,9%. Les importations en provenance d'Europe concernent notamment les produits pharmaceutiques et alimentaires, celles d'origine d'Afrique et d'Asie portent essentiellement sur les biens d'équipement et alimentaires. Par rapport à 2016, les importations se sont accrues, principalement en provenance de l'Europe (+27,5%), l'Asie (+15,0%) et l'Afrique (+7,6%). S'agissant des importations en provenance du continent américain, elles ont progressé de 2,0% sur un an, tirées par celles originaires du Canada (machines et appareillages, blé, friperie, véhicules, etc.).

Les importations en provenance des pays de l'UEMOA ont représenté 24,7% du total des importations du Burkina Faso, contre 25,9% en 2016. La Côte d'Ivoire, à elle seule, a fourni plus de la moitié des importations originaires de l'Union (56,8%), suivie du Togo avec une part de 20,4%. En 2017, le Burkina Faso a importé de la Côte d'Ivoire principalement des produits pétroliers (36,4%, huiles moteur notamment), des produits à base de tabac (13,4%) et de l'électricité (12,0%). Les importations en provenance du Togo portent essentiellement sur le clinker (68,9%) et les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (11,4%). Une part de 5,9% du total des importations provient des autres pays de la CEDEAO.

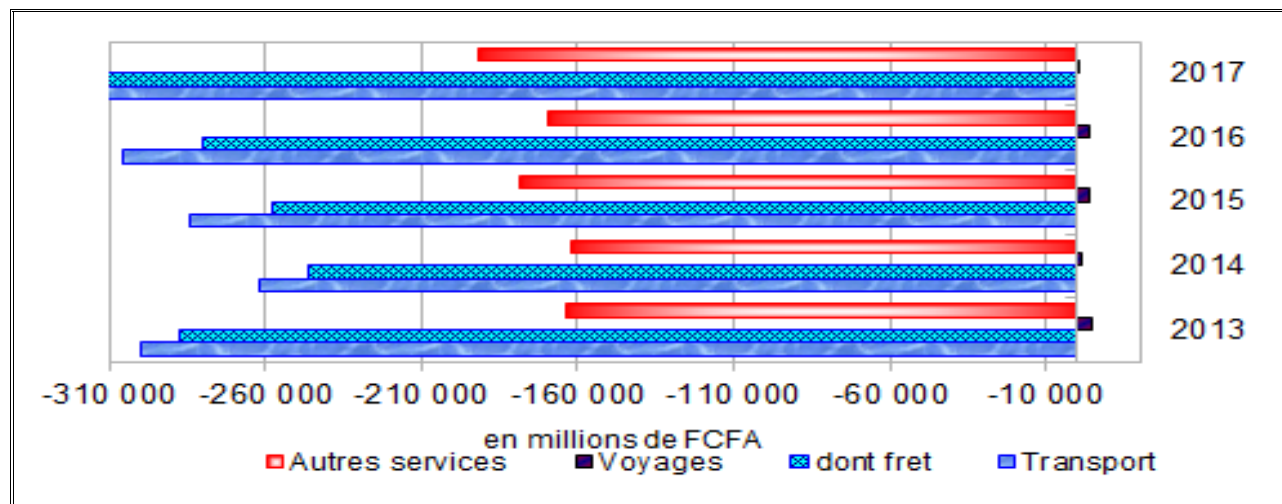
1.2- Balance des services

La balance des services recouvre les échanges extérieurs au titre des transports, des voyages et des autres services. Son solde, structurellement déficitaire, s'est dégradé de 10,0% en passant de -471.359 millions en 2016 à -518.457 millions en 2017, sous l'impulsion de la hausse des services de transport (+7,0%) dictée par l'accroissement des importations en 2017 ainsi que la baisse des recettes touristiques.

En effet, le fret, qui recense au crédit, les recettes perçues par les structures résidentes au titre du transport de marchandises pour le compte des non-résidents, et au débit les paiements effectués aux compagnies non-résidentes pour le transport au profit des agents résidents du Burkina Faso, est ressorti déficitaire de 327.167 millions en 2017, après un solde de -280.290 millions réalisé un an auparavant. La progression de ce déficit tient notamment à l'augmentation du volume des

marchandises importées par rapport à l'année 2016 (+12,7%). Quant au poste « voyages », retraçant les flux de biens et services acquis lors de séjours à l'étranger à titre personnel ou professionnel, il a dégagé un excédent de 647 millions au lieu de 4.006 millions en 2016.

Graphique 9 : Evolution des composantes du compte de services de 2013 à 2017



Source : BCEAO

1.2.1- Exportations de services

Au terme de l'année 2017, les exportations de services se sont situées à 279.228 millions, en hausse de 6,2% sur un an. En effet, les exportations des services de transport ont enregistré une croissance de 13,9%, ressortant à 43.997 millions. S'agissant des recettes de voyages, elles se sont repliées de 5,6%, notamment les recettes touristiques, en relation avec la dégradation de la situation sécuritaire. Les recettes de tourisme réglées par les autres résidents de l'UEMOA se sont situées à 41.808 millions, soit une augmentation de 3,2% contre +4,3% un an auparavant. Les autres services exportés, composés notamment des travaux de construction, des services financiers ainsi que des services de télécommunications, d'informatique et d'information, ont crû de 9,9% pour s'établir à 167.121 millions. L'accroissement des activités des entreprises de BTP de droit burkinabè dans la sous-région est à l'origine de cette orientation.

1.2.2- Importations de services

En passant de 734.240 millions en 2016 à 797.686 millions en 2017, les importations de services ont enregistré une hausse de 8,6%, en liaison notamment avec la croissance des importations des services de transport (+7,8%) qui se sont établies à 371.165 millions. Le montant du fret réglé aux opérateurs économiques non-résidents a augmenté de 12,7% pour ressortir à 324.458 millions, soit en moyenne 17,2% de la valeur FOB des marchandises importées comme en 2016, amplifiant la progression des importations de biens CAF. Les dépenses effectuées par les résidents au cours de leurs déplacements à l'étranger ont diminué de 1,0% en 2017, après un accroissement de 11,9% un an auparavant, expliqué par une reprise timide de l'activité économique en 2017 après la période de crise sociopolitique en 2015 et 2016. Dans la même dynamique, les dépenses de tourisme effectuées dans les pays membres de l'Union ont affiché une baisse de 1,0% sur une année pour se situer à 40.336 millions en 2017.

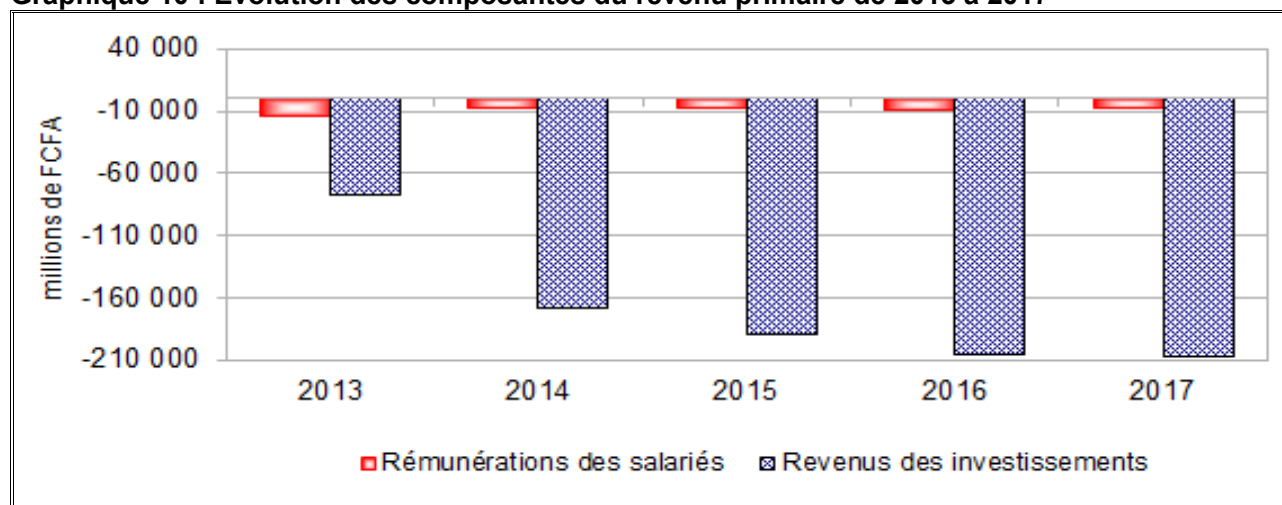
1.3- Compte du revenu primaire

Le compte du revenu primaire enregistre les flux relatifs aux revenus liés au processus de production, ainsi qu'à la propriété d'actifs financiers et d'autres actifs non produits.

Le solde structurellement déficitaire du compte du revenu primaire s'est atténué de 1.351 millions en

2017, en s'établissant à -230.416 millions. Cette amélioration est expliquée notamment par le repli des paiements nets aux non-résidents au titre des autres revenus primaires (-1.618 millions) et dans une moindre mesure par la diminution des paiements en rémunération des salariés (-1.158 millions).

Graphique 10 : Evolution des composantes du revenu primaire de 2013 à 2017



Source : BCEAO

La réduction du déficit des revenus du travail s'explique notamment par la hausse des flux entrants (+3.350 millions) des rémunérations versées aux travailleurs résidents par les structures non-résidentes telles que les ambassades et les organisations internationales, les flux sortants ayant faiblement progressé (+691 millions).

Les paiements nets au titre de la rémunération du capital aux non-résidents se sont accrus de 1.424 millions sous l'effet d'une hausse des flux sortants (+5.687 millions) plus forte que celle des flux entrants (+4.263 millions). Cette évolution reflète essentiellement l'accentuation du solde déficitaire des revenus des investissements directs (+5.194 millions, soit +2,2%), notamment dans les secteurs minier, des télécommunications, des finances et de l'industrie manufacturière. La charge des intérêts versés dans le cadre du service de la dette publique extérieure s'est établie à 20.163 millions, en progression de 19,9%, dont 15.969 millions au titre de la dette multilatérale. Les paiements d'intérêt de la dette multilatérale ont été opérés au profit essentiellement de la Banque Mondiale (5.625 millions), de la BAD (2.604 millions), de la BOAD (2.481 millions), de la BID (1.584 millions) et de l'OPEP (1.499 millions), en rapport avec le niveau de leurs concours financiers à l'Etat. Les principaux bénéficiaires des règlements d'intérêt au titre de la dette bilatérale sont l'Arabie Saoudite (1.424 millions), la République de Chine-Taïwan (895 millions), le Koweït (716 millions) et l'Inde (522 millions).

1.4- Compte du revenu secondaire

Le compte du revenu secondaire recense les transferts courants entre résidents et non-résidents, matérialisés par les dons et aides en nature, les transferts d'économies sur salaires des migrants étrangers au Burkina Faso et burkinabè de l'étranger ainsi que les aides en espèces influant sur la consommation des biens et services.

En s'établissant à 231.544 millions en 2017, contre 241.138 millions en 2016, le solde excédentaire du compte du revenu secondaire a enregistré une baisse de 4,0%, imputable à l'atténuation des transferts en faveur de l'Administration publique.

En effet, les transferts courants nets au profit de l'Administration publique ont baissé de 9,9% pour se situer à 100.008 millions en 2017. Cette évolution est portée par la diminution de 8,4% de l'aide budgétaire reçue au titre de la coopération internationale. Les appuis budgétaires de la Banque mondiale (-100%)⁹ et de la Suisse (-12,7%) se sont repliés en 2017. Ceux de la France (+53,8%), de

⁹ Le décaissement de l'appui budgétaire de la Banque Mondiale a été reporté en 2018 en raison des retards dans

L'Union européenne (+51,4%) et du Danemark (+11,8%) se sont accrus. Tout comme en 2016 et contrairement à 2015, l'Etat burkinabè n'a pas mobilisé de dons programmes auprès de l'Allemagne et de la BAD en 2017. Par ailleurs, les paiements effectués au titre de la contribution aux organisations internationales et régionales dont le Burkina Faso est membre, ont progressé, passant de 15.924 millions en 2016 à 29.376 millions un an après, suite à la prise en compte des prélèvements communautaires (PC et PCS) dans cette rubrique.

L'aide alimentaire a progressé de 61,2% en 2017 pour s'établir à 30.272 millions en réponse au déficit de la production céréalière et l'aide aux réfugiés. Les fournisseurs de cette forme d'aide sont le Système des Nations Unies (avec une part de 79,1%), les Etats-Unis d'Amérique (15,4%) et le Japon (5,5%). S'agissant de l'aide d'assistance et de secours d'urgence, elle a été évaluée à 617 millions, en régression de 83,6% par rapport à 2016. Les principaux partenaires pourvoyeurs de cette forme d'aide sont la Chine-Taïwan (85,0%) et le Système des Nations Unies (15,0%).

Tableau 3 : Evolution des composantes du revenu secondaire de 2013 à 2017

(en millions de FCFA)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Administration publique	128 174	114 318	145 871	110 989	100 008
- dont aide budgétaire reçue	119 100	98 936	124 830	81 198	74 357
Autres secteurs	88 749	121 770	125 701	130 149	131 537
- dont envois de fonds des travailleurs reçus	144 282	179 699	211 510	132 492	133 825
Revenu secondaire net	216 922	236 088	271 572	241 138	231 545

Source : BCEAO, DGTCP, DGCOOP

Les entrées nettes de transferts courants du secteur privé ont connu une hausse de 1,1% pour ressortir à 131.536 millions en 2017. Cette évolution découle principalement de l'accroissement des réceptions de fonds des travailleurs à l'étranger (+1,5%). La tendance haussière des flux entrants de fonds des travailleurs migrants est due principalement à la dynamique de la croissance économique en Côte d'Ivoire (principal pays de provenance de ces fonds) et en Europe (Italie notamment). Les transferts de fonds reçus en 2017 des migrants proviennent pour 40,5% des autres pays de l'UEMOA, 19,8% de l'Europe et 11,0% de l'espace CEMAC. Pour le cas particulier de l'UEMOA, la Côte d'Ivoire concentre 43,0% des envois de fonds, suivie du Mali (19,9%), du Bénin (11,4%), du Sénégal (11,0%) du Togo (10,2%), du Niger (4,4%) et de la Guinée-Bissau (0,1%). Les envois de fonds des migrants résidents au Burkina Faso en direction des pays de l'Union se sont réduits de 14,2% pour se situer à 50.238 millions. Les principales destinations sont le Mali (39,4%), la Côte d'Ivoire (23,4%), le Sénégal (14,3%) et le Togo (11,5%). En outre, la progression du revenu secondaire du secteur privé est attribuable à l'amélioration du solde excédentaire des transferts reçus par ce secteur au titre de la coopération internationale. En effet, les transferts courants dont les ISBLM ont bénéficié, notamment dans le cadre des actions de lutte contre la pauvreté, se sont établis à 19.618 millions en 2017, en hausse de 2,4% sur un an.

II- COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital présente les effets des transferts en capital, ainsi que des acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (terres et ressources du sous-sol, brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.) entre résidents et non-résidents.

Au terme de l'année 2017, le compte de capital a affiché un solde excédentaire de 172.840 millions, en augmentation de 22.698 millions par rapport à 2016, soit +15,1%. Cette progression a été imprimée par le rebond des transferts en capital sous forme de dons projets au profit de l'Administration publique.

l'achèvement de certaines conditionnalités.

Tableau 4 : Evolution du compte de capital de 2013 à 2017*(en millions de FCFA)*

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-216	35	147	172	196
Transferts en capital	238 628	200 154	153 627	149 971	172 645
Administration publique	205 200	157 510	105 211	98 992	119 947
<i>dont dons projets</i>	205 200	157 510	105 211	98 992	119 947
Autres secteurs	33 428	42 644	48 416	50 979	52 698
Solde du compte de capital	238 412	200 189	153 774	150 143	172 840

Sources: BCEAO, DGTCP, DGCOOP

2.1- Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

Les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (terrains, ressources naturelles, etc.) ont dégagé un solde de +196 millions en 2016 au lieu de +172 millions une année auparavant.

2.2- Transferts en capital

En s'établissant à 172.645 millions en 2017, les transferts en capital se sont accrus de 22.674 millions, en relation principalement avec l'amélioration de ceux au profit de l'Administration publique.

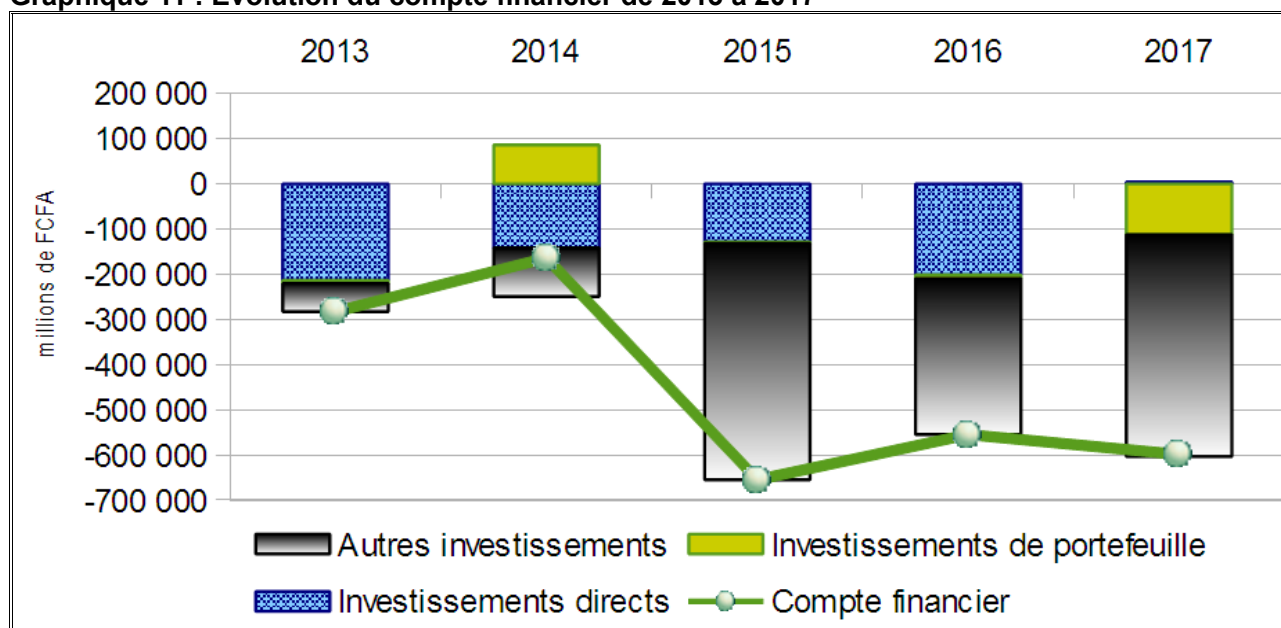
En effet, les transferts en capital en faveur de l'Administration publique, en s'établissant à 119.947 millions, ont enregistré une hausse de 21,2%, après des baisses de 23,2% en 2014, 33,2% en 2015 et 5,9% en 2016, en lien avec l'évolution des dons projets reçus. Ces transferts ont atteint leur plus bas niveau des cinq (5) dernières années en 2016, après un pic de 205.200 millions en 2013.

S'agissant des transferts en capital au profit des autres secteurs, ils ont enregistré une augmentation de 1.719 millions en 2017, correspondant à une hausse de 3,4% sur un an.

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier de la balance des paiements recense les variations nettes d'actifs et de passifs financiers issues des opérations d'investissements directs, d'investissements de portefeuille et autres investissements, effectuées entre résidents et non-résidents au cours d'une année. Un solde négatif traduit une entrée nette de capitaux et un solde positif reflète une sortie nette de capitaux.

En 2017, le flux net des actifs et passifs financiers a enregistré des entrées nettes de 599.069 millions, après 554.912 millions en 2016, soit une progression de 44.156 millions. Cette situation est due essentiellement à une augmentation des entrées nettes au titre des investissements de portefeuille et des autres investissements, les flux des investissements directs s'étant soldés par une légère sortie nette de capitaux sur un an.

Graphique 11 : Evolution du compte financier de 2013 à 2017

Source : BCEAO

3.1- Investissements directs étrangers

Les opérations d'investissements directs, c'est-à-dire les investissements étrangers dont le montant représente au moins 10,0% du capital de la société réceptrice, se sont soldées par des sorties nettes de 4.469 millions en 2017, après des entrées nettes de 201.554 millions en 2016, soit un recul de 206.022 millions. Le solde des opérations sur les IDE est expliqué principalement par les opérations sous forme d'instruments de dette qui se sont traduites par une sortie nette de capitaux de 53.438 millions de FCFA, les opérations sur les titres de participations s'étant, quant à elles, soldées par des entrées nettes de capitaux de 48.969 millions de FCFA. La contraction des opérations d'IDE sous forme d'instruments de dette est imprimée par les remboursements des dettes par les entreprises résidentes, notamment les sociétés minières vis-à-vis de leurs maison-mères tandis qu'en 2016, il avait été enregistré plus de nouveaux prêts que de remboursements.

Les entrées de capitaux sous forme de titres de participation et parts de fonds de placement l'ont été du fait des réinvestissements de bénéfices (44.956 millions) et des titres de participation (4.013 millions).

Ces sorties nettes de capitaux au titre des instruments de dette (53.438 millions de FCFA) s'expliquent notamment par l'amortissement de la dette des sociétés résidentes contractée auprès de structures apparentées non-résidentes. Les opérations de ce type ont principalement concerné les secteurs d'activités extractives, de l'industrie manufacturière et des finances en relation avec les pays d'Amérique du Nord et de la zone euro.

Les investissements directs burkinabè à l'étranger se sont réduits de 23.969 millions au cours de 2017, sous l'effet du repli des titres de participation (-14.548 millions), des instruments de dette (-8.708 millions) et des bénéfices réinvestis (-713 millions), essentiellement dans les pays de l'UEMOA.

3.2- Investissements de portefeuille

Les principales opérations enregistrées sous cette rubrique concernent les transactions sur titres de participation dont la part détenue par des non-résidents représente moins de 10,0% du capital de l'entreprise, ainsi que les opérations sur titres de créances.

Au cours de l'année 2017, les transactions sur les investissements de portefeuille se sont traduites par des entrées nettes de 112.402 millions, après des entrées nettes de 7.925 millions enregistrés une année plus tôt, soit une augmentation de 104.477 millions. Ces entrées nettes sont dues à celles issues de titres de créances, à la faveur de la hausse de l'encours des titres du Trésor public burkinabè détenus par les autres résidents de l'Union. En effet, l'encours de titres publics a crû de 49,1% entre fin décembre 2016 et fin décembre 2017 pour se situer à 956.872 millions dont 41,0% détenus par les non-résidents.

3.3- Dérivés financiers

Le contrat de dérivés financiers est un instrument financier lié à un autre instrument, indice ou produit de base spécifique, négociable sur des marchés de gré à gré ou sur des marchés organisés, par lequel les entreprises peuvent se couvrir contre les risques de marché, de liquidité, de contrepartie ou politique.

Au cours de l'année 2017, les entreprises burkinabè ont acquis, au titre des dérivés financiers, des actifs pour un montant de 40 millions. Aucune opération sur ce type d'actifs n'avait été enregistrée les années antérieures.

3.4- Autres investissements

Les autres investissements concernent notamment les opérations relatives aux prêts et emprunts, y compris les crédits commerciaux.

Les autres investissements ont enregistré des entrées nettes de capitaux à hauteur de 491.175 millions, après des entrées nettes de 345.433 millions affichées en 2016. Ces entrées nettes sont imputables à l'Administration publique et au secteur privé non bancaire.

L'Administration publique a bénéficié d'entrées nettes de capitaux à hauteur de 77.148 millions en 2017 après des entrées nettes de 145.007 millions en 2016. Ces entrées nettes sont imprimées, d'une part, par les financements extérieurs nets reçus sous la forme de prêts destinés aux investissements publics et d'autre part, par un gain de change de 80.417 millions en lien avec la baisse du cours du dollars au cours de 2017. Le financement extérieur net de l'Administration publique est ressorti à 74.282 millions au titre de l'année 2017, expliqué par des décaissements de 124.489 millions et atténué par des amortissements de 50.208 millions. Il en a résulté une baisse du stock de la dette extérieure (hors dette FMI) de 3.268 millions pour s'établir à 1.633.635 millions. Le stock de la dette extérieure publique, à fin décembre 2017, a représenté 25,3% du PIB, après un niveau de 22,8% en 2016.

Les transactions au titre des autres investissements du secteur privé se sont soldées par des entrées nettes de capitaux de 414.027 millions, après des entrées nettes de 200.426 millions en 2016. Ces entrées nettes sont imputables à l'accroissement de l'encours des engagements sous forme de prêts vis-à-vis de non-résidents et aux opérations sur les autres comptes à recevoir et à payer vis-à-vis des non-résidents.

IV- CAPITAUX MONÉTAIRES

Le solde de la balance des capitaux monétaires traduit l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les actifs et engagements extérieurs des institutions de dépôts.

4.1- Actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les principaux actifs extérieurs recensés au niveau de la Banque Centrale sont les avoirs de réserve, c'est-à-dire les avoirs extérieurs mis à la disposition ou sous le contrôle des autorités monétaires. Le

poste « avoirs de réserve » enregistre les variations intervenues au niveau des avoirs en DTS, de la position de réserve au FMI et des avoirs en devises (sous forme de billets externes ou d'avoirs en compte auprès des institutions bancaires étrangères). Les engagements portent sur les recours aux crédits du FMI et les engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères.

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont améliorés de 196.610 millions en 2017 pour s'établir à -977 millions, après une contraction de 62.720 millions en 2016. Cet afflux des actifs extérieurs nets de la BCEAO est porté par le gonflement des actifs extérieurs bruts (+44,4%), atténué par la progression des engagements extérieurs bruts (+18,5%). Un ajustement statistique lié aux fluctuations de change a également impacté l'évolution des AEN de la BCEAO. Les crédits et prêts du FMI, mobilisés dans le cadre du programme économique et financier conclu avec le Gouvernement, se sont réduits pour s'établir à 110.513 millions (-14,9%).

Tableau 5 : Evolution des actifs et engagements de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

Postes	31 déc. 2016	Autres flux	31 déc. 2017
ACTIFS	621 810	-1 553	897 761
Position de réserve au FMI	21 162	-1 001	13 532
Droits de tirage spéciaux (DTS)	10 062	-552	7 457
Numéraires et dépôts : créances sur les autorités monétaires	2 039	0	1 030
Numéraires et dépôts : créances sur les autres institutions	588 546	0	875 742
ENGAGEMENTS	758 412	-11 496	898 738
Crédits et prêts du FMI (autres que les réserves)	129 837	-8 177	110 513
Droits de tirage spéciaux (DTS)	48 173	-3 319	44 854
Numéraires et dépôts détenus	144 558	0	177 100
Autres comptes à payer	435 844	0	566 270
Actifs extérieurs nets	-136 602	9 943	-977
Variations des Actifs extérieurs nets	-70 927		125 682

Source : BCEAO

(*) Les autres flux concernent les changements des actifs et passifs financiers dus à d'autres causes que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit de l'annulation unilatérale d'une dette par le créancier, des gains et pertes de détention (variations de taux de change et de prix), et des reclassements.

4.2- Actifs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des Autres Institutions de Dépôts (AID) correspond au solde de leurs actifs et engagements extérieurs bruts.

L'évolution des différentes composantes de la position extérieure nette des AID fait ressortir une hausse des actifs bruts qui passent de 1.572.812 millions à fin décembre 2016 à 1.886.054 millions à fin décembre 2017, soit une progression de 19,9% (+313.242 millions), contenue par des engagements en augmentation de 191.948 millions sur la même période. Ainsi, les avoirs extérieurs nets des autres institutions de dépôts ont progressé de 121.294 millions en 2017, après une hausse de 310.328 millions en 2016.

Tableau 6 : Evolution des actifs et engagements des AID*(en millions de FCFA)*

Postes	31 déc. 2016	Autres flux	31 déc. 2017
ACTIFS	1 572 812	0	1 886 054
ENGAGEMENTS	343 707	0	535 655
Actifs extérieurs nets	1 229 105	0	1 350 399
Variations des Actifs extérieurs nets	310 328	0	121 294

Source : BCEAO

La variation des avoirs extérieurs nets de l'ensemble des institutions monétaires d'une année à l'autre constitue le solde de la balance des paiements et correspond à la somme algébrique des variations des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.

Le besoin de financement dégagé sur les opérations courantes et de capital avec les non-résidents (347.593 millions) a été largement couvert par le solde des transactions financières (599.069 millions). Cette situation se traduit par un solde global excédentaire de la balance des paiements, qui vient consolider le stock d'actifs extérieurs à la disposition de la Banque Centrale. En effet, le solde de la balance des paiements, qui correspond à la variation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôts, après prise en compte des autres changements des actifs et passifs financiers, est ressorti à +246.976 millions en 2017, après un solde de +239.041 millions un an auparavant.

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

5.1- Evolution de la position extérieure globale nette

Contrairement au compte financier de la balance des paiements qui recense les flux d'avoirs et d'engagements extérieurs au cours de l'année, la PEG retrace les stocks d'avoirs et d'engagements au 31 décembre de chaque année. Elle traduit la situation patrimoniale de l'économie par rapport au reste du monde, à savoir les actifs financiers des résidents sur l'extérieur et l'or physique détenu comme avoirs de réserve, diminués de leurs engagements à l'égard des non-résidents.

A fin décembre 2017, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 4.330.655 millions, contre -4.078.008 millions un an plus tôt, soit une détérioration de 6,2%, consécutive à un gonflement du stock de passifs plus important que l'augmentation du stock d'actifs financiers. En effet, les passifs ont enregistré une progression de 10,2%, passant de 10.260.298 millions à fin 2016, à 11.308.686 millions au 31 décembre 2017. Cette évolution est attribuable principalement à l'accroissement des passifs des autres investissements (+13,5%). Sur la même période, le stock d'actifs financiers est ressorti à 6.978.030 millions, correspondant à un accroissement de 12,9%. Les avoirs de réserve se sont établis à 897.761 millions au 31 décembre 2017, après une réalisation de 621.810 millions à fin 2016, correspondant à un accroissement de 44,4%.

5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette

La PEG nette de la Banque Centrale est ressortie déficitaire de 976 millions au 31 décembre 2017, contre un déficit de 136.602 millions à fin 2016. Celle des autres institutions de dépôts est passée de +1.189.365 millions à fin 2016 à +1.351.399 millions à fin 2017. S'agissant de l'Administration publique, elle a affiché une PEG nette déficitaire de 2.021.523 millions, en détérioration de 16,1% sur un an.

5.3- Structure géographique de la position extérieure globale nette

La PEG nette du Burkina Faso vis-à-vis des autres pays de l'UEMOA est ressortie créditrice de 426.365 millions à fin décembre 2017. Elle s'est située à -1.034.131 millions et -3.722.880 millions, respectivement vis-à-vis de la zone euro et des autres pays.

CONCLUSION

L'année 2017 a été marquée par une accélération de la croissance mondiale, qui s'est établie à 3,6% au lieu de 3,2% en 2016, en liaison avec l'augmentation de l'investissement, du commerce et de la production industrielle, ainsi que le regain de confiance des chefs d'entreprise et des consommateurs. Le cours moyen mondial de l'or, premier produit d'exportation du Burkina Faso, a enregistré un léger repli (-1,2%). L'économie burkinabè a enregistré une accélération de son rythme de croissance, le taux de croissance du PIB en termes réels étant ressorti à 6,3% en 2017 contre 5,9% en 2016. C'est dans ce contexte que la balance des paiements a dégagé un solde excédentaire de 246.976 millions au titre de l'année 2017, après un excédent de 239.401 millions relevé en 2016.

Le solde structurellement déficitaire de la balance courante s'est détérioré de 58.068 millions en 2017 pour se situer à -520.434 millions. Les exportations d'or non monétaire se sont accrues de 17,1% tandis que celles de marchandises générales ont progressé de 4,4%, en lien avec la hausse des ventes à l'extérieur de zinc (+80,3%) et de coton fibre (+27,6%). Le déficit courant hors dons officiels est ressorti à 8,3%, après une réalisation de 8,4% en 2016. Le solde déficitaire des services s'est détérioré de 10,0% sous l'impulsion de la hausse des services de transport (+7,0%), dictée par l'accroissement des importations en 2017 ainsi que la baisse des recettes touristiques. Le compte du revenu primaire s'est légèrement amélioré à la faveur du repli des paiements nets aux non-résidents au titre des autres revenus primaires et dans une moindre mesure des paiements en rémunération des salariés. Le compte du revenu secondaire s'est détérioré, la deuxième année consécutive, en raison de la baisse des transferts publics.

Le compte de capital est ressorti en excédent de 172.840 millions, en hausse de 15,1% par rapport à 2016. Cette progression est imprimée par l'afflux des transferts en capital sous forme de dons projets au profit de l'Administration publique. En effet, le solde du transfert en capital de l'Administration publique a connu une évolution favorable de 21,2% sur un an, pour s'afficher à 119.947 millions.

En 2017, le solde des opérations financières avec le reste du monde s'est traduit par des entrées nettes de capitaux de 599.069 millions, après des entrées nettes de 554.912 millions un an auparavant. Les entrées nettes de capitaux au titre des investissements de portefeuille et des autres investissements expliquent cette évolution.

S'agissant de la Position Extérieure Globale, elle est passée à -4.330.655 millions, contre -4.078.008 millions un an plus tôt, soit une détérioration de 6,2%. Le stock d'avoirs de réserves s'est établi 897.761 millions au 31 décembre 2017, après une réalisation de 621.810 un an plus tôt, correspondant à un gonflement de 44,4%.

Afin de contenir le déficit des transactions courantes, les actions de politique économique ci-après pourraient être encouragées. Il s'agit notamment :

- ✓ de la poursuite de la diversification et de la transformation des produits de base pour réduire la dépendance à l'égard des secteurs minier et cotonnier et soutenir l'élargissement de la base des exportations ;
- ✓ du renforcement des actions d'amélioration de la compétitivité et de l'environnement des affaires, notamment dans les secteurs agricole et industriel, afin d'amplifier les transferts de technologie et de soutenir le développement des PME/PMI exportatrices ;
- ✓ de la maîtrise de l'évolution du compte du revenu primaire, dont le déficit demeure important du fait de la sortie des revenus d'investissement, notamment dans un contexte marqué par une appétence des Partenariats Public-Privé ;
- ✓ de la mise en œuvre de mesures incitatives en faveur de l'épargne et de la formation pour soutenir les capacités d'investissement, l'expertise et l'offre financière locales et réduire à terme le creusement des comptes de services et de revenus.



ANNEXES

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU BURKINA FASO
RAPPORT ANNUEL 2017

Annexe 1 : Glossaire

A

■ Actifs ou avoirs extérieurs nets (AEN)

Les AEN correspondent à la différence entre les avoirs extérieurs bruts des institutions de dépôts et leurs engagements extérieurs.

■ Actifs non financiers non produits

Cette catégorie correspond aux ressources naturelles (terrains vendus aux ambassades, droits d'exploitation du sous-sol, les droits d'exploitation forestière, les eaux, les droits de pêche, l'espace aérien et le spectre électromagnétique), aux contrats, baux et licences, ainsi qu'aux actifs de commercialisation et de survaleur (marques et modèles déposés, logos, noms de domaine, etc.) achetés ou vendus.

■ Administration publique

Le secteur des administrations publiques regroupe l'État, les organismes divers d'administration centrale, les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

■ Autres institutions de dépôts ou institutions de dépôts à l'exception de la banque centrale

Ce sont les intermédiaires financiers qui disposent de passifs sous forme de dépôts ou d'instruments financiers assimilables à des dépôts.

■ Autres investissements (prêts et emprunts)

Les « Autres investissements » composent une rubrique du compte financier qui englobe toutes les opérations sur les actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne relèvent ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des instruments financiers dérivés, ni des avoirs de réserve. En pratique, cela recouvre, pour l'essentiel, les dépôts auprès des banques, ainsi que les opérations de prêts et emprunts, entre banques le plus souvent, mais aussi effectuées par des administrations publiques, des sociétés d'assurances, des entreprises, et des fonds d'investissement de toute nature.

■ Autres secteurs

La rubrique « Autres secteurs » enregistre les opérations effectuées par des agents économiques autres que la banque centrale, les administrations publiques et les institutions financières monétaires. Il s'agit des autres sociétés financières (sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, sociétés de financement, organismes de placement collectif (OPC) – sauf les OPC monétaires qui sont classés parmi les institutions financières monétaires), des entreprises industrielles et commerciales, des ménages et entrepreneurs individuels. Ce secteur résiduel comprend enfin les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comme les associations ou les fondations.

■ Avoirs de réserve

Les avoirs de réserve sont les avoirs extérieurs qui sont à la disposition immédiate de la banque centrale dont elle peut disposer immédiatement pour répondre à des besoins de financement de la balance des paiements, pour intervenir sur les marchés des changes afin d'influer sur le taux de change, ainsi que pour d'autres besoins connexes (par exemple maintenir la confiance dans la monnaie et dans l'économie et permettre d'emprunter à l'étranger). Ils sont constitués des créances brutes en or monétaire et en devises, y compris sous forme de titres émis par des non-résidents, des avoirs en droits de tirage spéciaux (DTS) et de la position nette de réserve au FMI.

B

■ Balance des paiements

La balance des paiements est un document statistique élaboré sous forme comptable, élément de la comptabilité nationale recensant les flux de biens, de services, de revenus, de transferts de capitaux, et les flux financiers que les résidents d'un pays dans leur ensemble (particuliers, entreprises ou État) entretiennent avec ceux du reste du monde.

Par construction, la balance des paiements est toujours équilibrée, aux erreurs et omissions près, car les opérations sont enregistrées selon le principe de la comptabilité en partie double. En effet, aucun échange ne peut avoir lieu sans avoir été financé. Par contre, les soldes intermédiaires (des sous-balances) peuvent être excédentaires ou déficitaires. Ainsi, on dit couramment, par abus de langage, que la balance des paiements est en déficit (ou en excédent) lorsqu'on veut dire en réalité que la balance des transactions courantes (ou parfois la balance commerciale) est déficitaire (importations plus importantes) ou excédentaire (exportations plus importantes)

■ Bénéfices réinvestis

Les bénéfices réinvestis sont la partie non distribuée et mise en réserve des résultats opérationnels courants après impôts des filiales et participations revenant à l'investisseur direct.

■ Biens

Les biens sont des actifs physiques produits sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété économique peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais de transactions.

C

■ Compte de capital

Le compte de capital enregistre les transferts en capital, c'est-à-dire les opérations qui donnent lieu au transfert de propriété d'un actif fixe (dons pour investissement, indemnités d'assurance dommage, etc.) ou à la remise d'un engagement par le créancier sans que rien ne soit reçu en échange (remises de dettes, pertes sur créances, aides à l'investissement, etc.) ainsi que les acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits.

■ Court terme

Pour les statistiques de balance des paiements, le court terme correspond à une échéance inférieure ou égale à un an (échéance « à l'origine », c'est-à-dire au moment où l'opération financière est engagée, par différence avec la notion d'échéance « résiduelle »).

■ Crédits commerciaux et avances

Les crédits commerciaux et avances recouvrent les financements accordés par les entreprises résidentes à des clients non-résidents (avoirs) ou par les non-résidents à des entreprises résidentes (engagements), quelle que soit l'échéance de ces crédits, ainsi que les avances payées à la commande. Les crédits commerciaux et avances surviennent lorsque le paiement des biens et services n'est pas effectué en même temps que le transfert de propriété d'un bien ou la fourniture d'un service. Les crédits commerciaux entre sociétés ayant une relation d'investissement direct figurent à la rubrique « Investissements directs » ; les autres crédits commerciaux sont enregistrés sous la rubrique « Autres investissements ».

■ Crédit intérieur

Le crédit intérieur est constitué de l'ensemble des créances détenues par le système bancaire sur l'Etat (position nette du Gouvernement) et les unités institutionnelles résidentes privées (crédit à l'économie).

D

■ Dette extérieure

C'est l'ensemble des passifs sous forme de dette des résidents d'une économie envers des non-résidents. La dette extérieure brute se compose des seuls passifs financiers vis-à-vis des non-résidents en instruments de dette (titres du marché monétaire, obligations, emprunts), ce qui exclut notamment les actions et les instruments financiers dérivés. On soustrait de la dette extérieure brute les actifs financiers des résidents pour calculer la dette extérieure nette, qui se compose des positions nettes en instruments de dette.

■ Dette intérieure

Elle est composée des dettes contractées par les unités institutionnelles résidentes auprès d'acteurs résidents dans le pays.

■ Droits de tirage spéciaux

Les droits de tirage spéciaux (DTS) sont des avoirs de réserve internationaux créés par le FMI et alloués à ses pays membres pour compléter les réserves officielles dont ils disposent déjà. Le DTS est constitué d'un panier de devises librement utilisables (dollar américain, euro, livre sterling et yen). Depuis le 1^{er} octobre 2016, la monnaie chinoise, le renminbi (RMB) ou yuan, a été incluse dans les DTS.

E

■ Envois de fonds des travailleurs

Les envois de fonds des travailleurs reprennent les montants transférés au Burkina Faso par des travailleurs non-résidents et vice versa. Les envois de fonds des travailleurs figurent dans la rubrique « Revenus secondaires ».

■ Erreurs et omissions

En principe, les comptes de la balance des paiements sont équilibrés, mais, dans la pratique, des déséquilibres sont causés par les imperfections des données-source et des méthodes d'établissement des statistiques. Calculés par soustraction, les erreurs et omissions sont par construction égales à la différence entre le solde du compte financier d'une part, la somme des soldes du compte de capital et du compte de transactions courantes d'autre part.

I

■ Indices BRVM 10 et BRVM Composite

L'indice BRVM 10 est composé des dix valeurs les plus actives du marché des actions de la BRVM. Il est révisé trimestriellement.

L'indice BRVM Composite retrace l'évolution de toutes les actions cotées, y compris celles du BRVM 10. Un indice boursier est une mesure statistique calculée par le regroupement des valeurs des titres de plusieurs sociétés cotées.

■ Intérêt

Les intérêts constituent une forme de revenu de la propriété que reçoivent les propriétaires de certains actifs financiers (dépôts, titres autres que les actions, crédits, autres comptes à recevoir). Ils s'enregistrent sur la base des « droits constatés ».

■ Investissement de Portefeuille

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations sur titres négociables entre

résidents et non-résidents (achats à l'émission, négociations et remboursements), à l'exception des opérations comprises au sein des investissements directs, des avoirs de réserve et des instruments financiers dérivés. Ils sont détenus sous forme de titres de participation et de titres de créance à long et à court terme.

■ Investissements directs

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs résidant dans une économie afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise résidant dans une autre économie et de détenir ou de liquider une influence dans sa gestion.

■ ISBLSM

L'ISBLSM est un sigle signifiant en économie (plus particulièrement pour la comptabilité nationale) Institution sans but lucratif au service des ménages.

L

■ Long terme

Pour les statistiques de balance des paiements, le long terme correspond à une échéance initiale supérieure à un an.

R

■ Résidence

La résidence de toute unité institutionnelle est le territoire économique avec lequel elle entretient la relation la plus importante; elle peut être exprimée comme le lieu où se trouve le centre d'intérêt économique prédominant, indifféremment de la nationalité.

■ Revenu d'investissement

Les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs. Ils sont décomposés en fonction de la nature des opérations financières auxquelles ils se rattachent (revenus d'investissements directs, revenus d'investissements de portefeuille, revenus des autres investissements et revenus des avoirs de réserve). Les revenus des investissements constituent une rubrique du compte de transactions courantes.

■ Revenu primaire

Les revenus primaires représentent les flux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (rémunérations des salariés), pour la fourniture d'actifs financiers (revenus d'investissement) ou pour la location de ressources naturelles (loyers). Les impôts et subventions sur les produits et la production sont également inclus dans les revenus primaires.

■ Revenu secondaire

Les revenus secondaires retracent les transferts courants entre résidents et non-résidents. Un transfert est une écriture qui correspond à la fourniture d'un bien, d'un service, d'un actif financier ou d'un autre actif non produit sans la contrepartie d'un élément de valeur économique. Les transferts courants sont tous les transferts qui ne constituent pas des transferts en capital.

S

■ Services

Contrairement aux biens, pour lesquels les activités de production et de commercialisation sont nettement séparées, les échanges de services sont étroitement liés à leur production. Les échanges de

services incluent les transports et les voyages.

T

■ Transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, services, revenu primaire et revenu secondaire entre le Burkina Faso et le reste du monde. Son solde est égal à la différence entre les exportations et revenus à recevoir et les importations et revenus à payer par les résidents.

■ Transports

Cette ligne enregistre les transactions déclarées au titre de l'acheminement des marchandises et des transports de passagers, les frais associés à l'exception de l'avitaillement et une estimation de la part des frais d'expédition contenus dans les transactions de marchandises. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées sous la ligne « voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par les non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par les résidents sont inclus dans les voyages.

V

■ Voyages

La rubrique « Voyages » retrace les dépenses des personnes physiques lors de leurs déplacements à l'étranger. Au crédit, figurent l'ensemble des dépenses au Burkina Faso des personnes physiques non-résidentes effectuées au titre de leurs frais de séjour de durée inférieure à un an ainsi que les frais engagés au titre des services personnels (de santé, de scolarité, etc.) acquis auprès des résidents. Au débit, figurent les dépenses de même nature effectuées à l'étranger par des résidents. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées dans la ligne « Voyages », mais avec les services de transport.

U

■ Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)

L'UEMOA compte 8 pays membres : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

■ Union Européenne (UE)

L'Union européenne compte actuellement 28 pays (Etats membres) : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lituanie, la Lettonie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni (qui a amorcé le processus de retrait, à la suite du vote en faveur du BREXIT), la Slovaquie, la Slovénie et la Suède.

Z

■ Zone Euro ou Eurozone

C'est une zone monétaire qui regroupe les pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro (EUR, €) comme monnaie unique. Sur les 28 États membres de l'UE, 19 utilisent l'euro : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Grèce, Slovénie, Chypre, Malte, Slovaquie, Estonie, Lettonie et Lituanie.

=====

Annexe 2 : Méthodologie de la sixième édition du manuel de la Balance des Paiements et de la Position extérieure globale dans les pays membres de l'UEMOA

La confection de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA a été confiée à la BCEAO aux termes des dispositions du Traité de l'UEMOA et des Statuts de la BCEAO. A cet égard, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, qu'elle révisé régulièrement pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

L'élaboration des comptes extérieurs s'appuyait sur un cadre de collecte de données mis en place depuis 1996, suivant la méthodologie du MBP5. Le dispositif de l'Union est basé sur des enquêtes annuelles, complétées par des sources hors enquêtes, dont les résultats sont compilés dans une application informatique dédiée au calcul de la balance des paiements.

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publiée en 2008, par le FMI, les Autorités de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ont exprimé leur volonté d'engager des actions en vue de l'adoption de cette méthodologie. A cet égard, une note d'orientation a été élaborée et soumise à leur attention en octobre 2010. Cette note décrit notamment les principaux changements à apporter au dispositif régional, assorti d'un chronogramme de travail étalé sur la période 2011 et 2012.

1. RAPPEL DES MOTIVATIONS DE LA REFONTE DU DISPOSITIF SOUS REGIONAL

La refonte du dispositif sous-régional de l'UEMOA a été principalement motivée par l'entrée en vigueur de la méthodologie de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, dont l'introduction vise :

- à prendre en compte les développements récents liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux ;
- au renforcement de l'intégration avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur du MBP5 (SCN2008, MSFM2008, dette extérieure, IDE, dérivés financier, etc.).

Outre les changements induits par l'introduction de la sixième édition du Manuel du FMI, la refonte du dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union vise également l'amélioration du cadre de collecte et d'analyse des données, en vue notamment de :

- adapter et renforcer le cadre d'analyse de la ventilation géographique et sectorielle des données ;
- améliorer le cadre de suivi des données sur les positions d'actifs et de passifs financiers, en vue d'assurer une meilleure cohérence entre les flux de balance des paiements et les variations de la Position Extérieure Globale ;
- améliorer le champ de couverture des enquêtes pour les balances des paiements nationales et la balance des paiements régionale.

2. DEROULEMENT DES TRAVAUX ET PRINCIPAUX CHANGEMENTS OPERES

2.1 Déroulement des travaux

Les travaux se sont étalés sur la période 2011-2012 selon une approche participative, avec l'implication en amont des Directions Nationales et des Directions des Services Centraux de la Banque, ainsi que l'appui d'une équipe d'assistance technique du FMI. A cet effet, un Groupe de Travail comprenant

toutes les structures internes de la Banque Centrale, impliquées dans les travaux de confection de la balance des paiements a été créé. En outre, les Autorités de la Banque ont sollicité et obtenu du FMI, une mission d'assistance technique pour accompagner la BCEAO dans le passage à l'utilisation de la sixième édition du Manuel du FMI.

Tout au long du processus, les documents produits par le Service de la Balance des Paiements logé au sein de la Direction des Statistiques, qui a assuré le Secrétariat du Groupe Technique, ont été soumis aux différentes parties prenantes, pour prendre en compte leurs observations au fur et à mesure de leur production.

Pour la validation finale du nouveau dispositif, un séminaire regroupant la mission d'assistance technique du FMI et les agents de la BCEAO a été organisé du 16 avril au 3 mai 2012 au Siège de la BCEAO à Dakar.

2.2 Principaux changements opérés

Les principaux changements ci-après ont été opérés en prenant en compte les innovations apportées par le MBP6 et le souci d'amélioration de la qualité des données :

- la prise en compte des précisions et clarifications apportées par le MBP6 ;
- la prise en compte des nouvelles composantes types de la balance des paiements et de la position extérieure dans la définition des rubriques des questionnaires, ainsi que des sources et des méthodes d'estimation des données ;
- la révision du cadre de suivi des données sur les positions d'actifs et de passifs financiers, par la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux » ;
- la présentation des rubriques du compte financier en termes de variations nettes d'actifs et de passifs, en lieu et place des flux bruts créditeurs et débiteurs ;
- la révision de la ventilation géographique des données, pour tenir compte du changement de la zone d'ancrage du FCFA depuis la substitution de l'euro au franc français ;
- l'adoption d'une ventilation sectorielle plus détaillée, en vue d'assurer l'analyse des composantes de la balance des paiements par branche d'activité ;
- l'élargissement du champ des entités enquêtées, pour intégrer certaines institutions régionales telles que la BIDC, le FAGACE, la Cour de Justice de la CEDEAO, etc. ;
- l'introduction de questionnaires dédiés à la collecte de données sur les transactions des institutions de l'UEMOA avec les non-résidents de l'Union, pour des fins de compilation de la balance des paiements régionale de l'UEMOA.

3. DESCRIPTION DU DISPOSITIF EN VIGUEUR

3.1. Nouveau champ des entités enquêtées

Au total, 90 supports de collecte ont été retenus pour l'enquête annuelle de la balance des paiements, contre 54 dans l'ancien dispositif, répartis comme suit :

- des questionnaires destinés aux enquêtes nationales de la balance des paiements, au nombre de 58 contre 43 précédemment, soit 15 nouvelles créations ;
- des états de dépouillement pour la collecte des transactions des institutions régionales avec les

résidents des pays membres, dont le nombre est passé de 11 précédemment à 23 dans le nouveau dispositif ;

- et des questionnaires à adresser aux institutions de l'UEMOA pour leurs transactions avec les non-résidents de l'Union, au nombre de 9.

3.2. Caractéristiques générales des supports de collecte

Les supports de collecte présentent les caractéristiques ci-après :

- une page de garde, comportant notamment l'identifiant de l'agent économique enquêté, la raison sociale, l'activité principale, l'adresse et les dispositions du Règlement N°09/2010/RC/CM/UEMOA du 1er octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union, régissant la collecte et le traitement des données sur les échanges extérieurs ;
- des rubriques destinées au recueil des données du compte courant, du compte de capital et du compte financier :
 - ◆ une codification des rubriques des supports de collecte suivant la norme SDMX¹⁰, conforme à celle retenu dans la présentation des composantes du MBP6 ;
 - ◆ une ventilation des données selon trois zones géographiques, à savoir, l'UEMOA, la Zone euro et les Autres pays. La Zone euro correspond à la Zone d'ancrage de la parité du FCFA, depuis la création de la devise européenne en 1999 ;
 - ◆ les rubriques des comptes de transactions courantes et de capital sont présentées en termes de flux bruts créditeurs et débiteurs comme dans l'ancien dispositif ;
 - ◆ les rubriques d'actifs et passifs financiers continuent d'être collectées sous forme de stocks. La nouveauté concerne le recueil simultané des positions d'ouverture (stock de début de période) et de fermeture (stock de fin de période), accompagnées des « Autres flux » enregistrés au cours de la période.

Une notice technique à l'intention des déclarants, donnant des définitions détaillées sur les rubriques, ainsi qu'un tableau de passage des rubriques du SYSCOA à celles du MBP6, sont joints aux questionnaires pour faciliter le service des rubriques.

Pour toutes les entreprises financières et non financières, le questionnaire de la balance des paiements est accompagné d'un formulaire complémentaire, destiné au recueil des données sur investissements directs étrangers ventilés en « fonds propres » et « instruments de dette », par pays partenaire et par secteur bénéficiaire. Cet outil permet :

- d'assurer une analyse plus complète des IDE ;
- de procéder à la réconciliation des données sur les investissements directs étrangers intra-UEMOA ;
- de répondre à l'ECID du FMI, à laquelle les pays de l'UEMOA ont adhéré à compter de 2011.

3.3. Sources de données et méthodologies d'estimation des rubriques

¹⁰ Statistical Data and Metadata Exchange - Normes ouvertes communes pour l'échange et le partage de données et de métadonnées

Comme indiqué précédemment, en plus des renseignements recueillis à travers les enquêtes, des données hors enquêtes sont également collectées pour améliorer la couverture statistique.

Les sources de données et la liste des méthodologies d'estimation ont été actualisées, pour tenir compte des modifications et précisions apportées sur les concepts de base, ainsi que les introductions de nouvelles rubriques et les reclassifications de certaines transactions.

Un guide méthodologique, décrivant le nouveau dispositif d'élaboration de la balance des paiements dans les Etats membres de l'UEMOA, selon la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale, a été élaboré.

Ce document est publié sur le site internet de la BCEAO à l'adresse <http://www.bceao.int/Guide-methodologique-pour-l.html>. Il expose, en plus du nouveau champ de collecte de données et des questionnaires, une description des sources de données et des notes méthodologiques pour l'estimation des rubriques.

3.4. Application informatique

Une nouvelle application informatique « BPT » dédiée au traitement des données de la balance des paiements et de la position extérieure globale a été développée au sein de la BCEAO, par la Direction des Systèmes d'Information, en vue notamment de prendre en compte les modifications apportées sur le champ de couverture et la structure des supports de collecte.

Elle est accessible sur le réseau intranet de la BCEAO, avec un compte pour chaque pays membre et pour le Siège, qui élabore la balance régionale.

A côté de cet outil, des applicatifs ont été développés au niveau de la Direction de la Recherche et de la Statistique, pour le dépouillement des données recueillies à l'aide des formulaires complémentaires sur les IDE.

4. DEVELOPPEMENTS RECENTS

Le Fonds Monétaire International a lancé en septembre 2016, avec l'appui financier du Royaume du Japon, un projet d'amélioration des SSE au profit des pays francophones d'Afrique occidentale et centrale.

Le projet d'amélioration des SSE a pour objectif principal d'aider les pays d'Afrique francophone à renforcer la qualité de leurs données et à combler les déficits d'informations statistiques en matière de balance des paiements, de position extérieure globale et de dette extérieure. Il devrait aussi favoriser une meilleure intégration économique dans les régions de la CEMAC et de l'UEMOA.

Programmé pour une durée de trois ans, le projet vise à appuyer les efforts déployés par les pays bénéficiaires pour améliorer l'exactitude, les délais de production, la comparabilité et la fiabilité des SSE afin d'affiner l'analyse et d'améliorer la prise de décisions économiques, et ainsi faciliter la surveillance exercée par le FMI.

Dans le cadre de ce projet, il est prévu, chaque année, une assistance technique de deux semaines par pays et une formation des spécialistes de la balance des paiements des pays bénéficiaires sur un thème spécifique.

Au titre du Burkina Faso, une deuxième mission d'assistance technique a eu lieu du 03 au 13 avril 2018 (la première s'est tenue du 12 au 23 juin 2017) auprès de la Direction Nationale de la BCEAO et des principales structures impliquées dans l'élaboration des comptes extérieurs (INSD, DGTCP, DGD, DGC). Les recommandations formulées par ces deux missions sont globalement bien prises en charge. Ce qui devrait permettre l'amélioration des SSE du Burkina Faso sur les prochaines années.

=====

Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)
(En millions de FCFA)

	Postes	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroisse- ments nets de passifs	Solde
1	Compte des transactions courantes	2 664 051	3 184 485	-520 434
1.A	Biens et services	2 166 526	2 688 088	-521 562
1.A.a	Biens	1 887 298	1 890 403	-3 105
1.A.a.1	Marchandises générales	604 336	1 890 403	-1 286 067
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	36 352	0	36 352
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	4 568	0	4 568
1.A.a.3	Or non monétaire	1 278 394	0	1 278 394
1.A.b	Services	279 228	797 686	-518 457
1.A.b.3	Transport	43 997	371 165	-327 167
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	8 446	324 458	-316 012
1.A.b.4	Voyage	68 111	67 464	647
1.A.b.0	Autres services	167 121	359 057	-191 937
1.B	Revenu primaire	112 751	343 167	-230 416
1.B.1	Revenus des salariés	20 732	28 026	-7 295
1.B.2	Revenus des investissements	82 126	289 867	-207 741
1.B.3	Autres revenus primaires	9 894	25 274	-15 380
1.C	Revenu secondaire	384 773	153 229	231 544
1.C.1	Administrations publiques	129 649	29 641	100 008
1.C.1.4	<i>Dont : Aides budgétaires</i>	74 357		74 357
1.C.2	Autres secteurs	255 124	123 588	131 536
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	221 309	87 485	133 824
2	Compte de capital	173 086	245	172 840
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	196	0	196
2.2	Transfert en capital	172 890	245	172 645
2.2.1	Administrations publiques	119 947	0	119 947
	<i>Dont : Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	52 943	245	52 698
3	Compte financier	797 293	1 149 386	-352 093
3.1	Investissements directs	5 963	1 494	4 469
3.2	Investissements de portefeuille	60 470	130 219	-69 748
3.3	Dérivés financiers	40	-	40
3.4	Autres investissements	453 316	1 017 673	-564 357
3.5	Avoirs de réserves	277 504	-	277 504
6	Erreurs et omissions nettes	-2 039 844	-2 035 344	-4 500

Source : BCEAO

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)*(En millions de FCFA)*

	Postes	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	2 664 051	3 184 485	-520 434
1.A	Biens et services	2 166 526	2 688 088	-521 562
1.A.a	Biens	1 887 298	1 890 403	-3 105
1.A.a.1	Marchandises générales	604 336	1 890 403	-1 286 067
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	36 352	0	36 352
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	4 568	0	4 568
1.A.a.3	Or non monétaire	1 278 394	0	1 278 394
1.A.b	Services	279 228	797 686	-518 457
1.A.b.3	Transport	43 997	371 165	-327 167
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	8 446	324 458	-316 012
1.A.b.4	Voyage	68 111	67 464	647
1.A.b.0	Autres services	167 121	359 057	-191 937
1.B	Revenu primaire	112 751	343 167	-230 416
1.B.1	Revenus des salariés	20 732	28 026	-7 295
1.B.2	Revenus des investissements	82 126	289 867	-207 741
1.B.3	Autres revenus primaires	9 894	25 274	-15 380
1.C	Revenu secondaire	384 773	153 229	231 544
1.C.1	Administrations publiques	129 649	29 641	100 008
1.C.1.4	<i>Dont : Aides budgétaires</i>	74 357		74 357
1.C.2	Autres secteurs	255 124	123 588	131 536
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	221 309	87 485	133 824
2	Compte de capital	173 086	245	172 840
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	196	0	196
2.2	Transfert en capital	172 890	245	172 645
2.2.1	Administrations publiques	119 947	0	119 947
	<i>Dont : Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	52 943	245	52 698
3	Compte financier	206 547	805 616	-599 069
3.1	Investissements directs	5 963	1 494	4 469
3.2	Investissements de portefeuille	17 632	130 035	-112 402
3.3	Dérivés financiers	40	0	40
3.4	Autres investissements	182 912	674 087	-491 175
3.4.0.3	Administration publique	-	77 148	-77 148
3.4.0.4	Autres secteurs	182 912	596 939	-414 027
6	Erreurs et omissions nettes	-2 039 844	-2 035 344	-4 500
7	Solde global	590 746	343 770	246 976
8	Avoirs et engagements extérieurs	-590 746	-343 770	-246 976
8.1	Banque centrale	-277 504	-151 822	-125 682
8.2	Autres institutions de dépôts	-313 242	-191 948	-121 294

Source : BCEAO

Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 1/3

(En millions de FCFA)

Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1. Compte des transactions courantes	2 664 051	3 184 485	-520 434
1.A - - - - Biens et services	2 166 526	2 688 088	-521 562
1.A.a - - - - - Biens	1 887 298	1 890 403	-3 105
1.A.a.1 - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	604 336	1 890 403	-1 286 067
1.A.a.1.1 - - - - - Dont : Réexportations	36 352	0	36 352
1.A.a.2 - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	4 568	0	4 568
1.A.a.2.1 - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	-267	0	-267
1.A.a.2.2 - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	4 834	0	4 834
1.A.a.3 - - - - - Or non monétaire	1 278 394	0	1 278 394
1.A.b - - - - - Services	279 228	797 686	-518 457
1.A.b.1 - - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	205	2 985	-2 780
1.A.b.2 - - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	703	31 345	-30 642
1.A.b.3 - - - - - Transport	43 997	371 165	-327 167
1.A.b.3.0.2 - - - - - Fret	8 446	324 458	-316 012
1.A.b.4 - - - - - Voyages	68 111	67 464	647
1.A.b.5 - - - - - Travaux de construction	57 245	39 102	18 143
1.A.b.6 - - - - - Services d'assurance et de retraite	4 021	74 125	-70 104
1.A.b.7 - - - - - Services financiers	45 358	58 865	-13 508
1.A.b.8 - - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	422	255	167
1.A.b.9 - - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	29 432	53 246	-23 814
1.A.b.10 - - - - - Autres services aux entreprises	16 040	76 003	-59 963
1.A.b.11 - - - - - Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	24	13 542	-13 518
1.A.b.12 - - - - - Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	13 671	9 589	4 082
1.B - - - Revenu primaire	112 751	343 167	-230 416
1.B.1 - - - - - Rémunération des salariés	20 732	28 026	-7 295
1.B.2 - - - - - Revenus des investissements	82 126	289 867	-207 741
1.B.2.1 - - - - - Investissements directs	11 023	253 507	-242 484
1.B.2.1.1 - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	6 505	226 467	-219 962
1.B.2.1.2 - - - - - Intérêts	4 518	27 041	-22 522
1.B.2.2 - - - - - Investissements de portefeuille	60 546	11 040	49 506
1.B.2.2.1 - - - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	1 452	162	1 290
1.B.2.2.2 - - - - - Intérêts	59 094	10 878	48 216
1.B.2.3 - - - - - Autres investissements	10 557	25 320	-14 763
1.B.2.3.1 - - - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2 - - - - - Intérêts	10 557	25 320	-14 763
1.B.2.4 - - - - - Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1 - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2 - - - - - Intérêts	0	0	0
1.B.3 - - - - - Autre revenu primaire	9 894	25 274	-15 380
1.C - - - Revenu secondaire	384 773	153 229	231 544
1.C.1 - - - - Administrations publiques	129 649	29 641	100 008
1.C.1.1 - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	23 853	0	23 853
1.C.1.2 - - - - - Cotisations sociales	0	265	-265
1.C.1.3 - - - - - Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4 - - - - - Coopération internationale courante	105 246	29 376	75 870
1.C.1.5 - - - - - Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	550	0	550
1.C.1.5.1 - - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2 - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	255 124	123 588	131 536
1.C.2.1 - - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	221 309	87 485	133 824
1.C.2.1.1 - - - - - Envois de fonds des travailleurs	221 309	87 485	133 824
1.C.2.2 - - - - - Autres transferts courants	33 815	36 103	-2 288
1.C.2.0.1 - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	1 205	0	1 205
1.C.2.0.2 - - - - - Cotisations sociales	119	913	-794
1.C.2.0.3 - - - - - Prestations sociales	4 532	281	4 251
1.C.2.0.4 - - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	725	8 152	-7 427
1.C.2.0.5 - - - - - Indemnités d'assurance dommage	1 830	203	1 627
1.C.2.0.6 - - - - - Coopération internationale courante	19 618	313	19 306
1.C.2.0.7 - - - - - Transferts courants divers	5 786	26 242	-20 456
1.C.2.0.7.1 - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3 - - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
2. Compte de capital	173 086	245	172 840
2.1 - - - Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	196	0	196
2.2 - - - Transferts de capital	172 890	245	172 645
2.2.1 - - - - Administration publique	119 947	0	119 947
2.2.1.1 - - - - - Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2 - - - - - Autres transferts de capital	119 947	0	119 947
2.2.2 - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	52 943	245	52 698
2.2.2.1 - - - - - Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2 - - - - - Autres transferts de capital	52 943	245	52 698
4. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	2 837 137	3 184 730	-347 593

Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 2/3

3.	Compte financier	797 293	1 149 386	-352 093
5.	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	797 293	1 149 386	-352 093
3.1	- - - Investissement direct	5 963	1 494	4 469
3.1.1	- - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	4 774	53 743	-48 969
3.1.1.1	- - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	1 076	5 089	-4 013
3.1.1.1.1	- - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 263	17 345	-16 082
3.1.1.1.2	- - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à r	2 684	4 352	-1 668
3.1.1.1.3	- - - - - Entre entreprises soeurs	-2 871	-16 608	13 737
3.1.1.2	- - - - - Réinvestissement des bénéfices	3 698	48 654	-44 956
3.1.2	- - - Instruments de dette	1 189	-52 249	53 438
3.1.2.1	- - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	2 583	58 345	-55 762
3.1.2.2	- - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à r	-1 684	2 541	-4 225
3.1.2.3	- - - - Entre entreprises soeurs	290	-113 136	113 425
3.2	- - Investissements de portefeuille	60 470	130 219	-69 748
3.2.1	- - - Titres de participation et parts de fonds de placement	5 350	16 443	-11 093
3.2.1.1	- - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	- - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	184	-184
3.2.1.4	- - - - Autres secteurs	5 350	16 259	-10 909
3.2.1.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	1 477	175	1 301
3.2.1.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	3 874	16 083	-12 210
3.2.2	- - - Titres de créance	55 120	113 776	-58 656
3.2.2.1	- - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	- - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	- - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	42 838	0	42 838
3.2.2.2.1	- - - - - À court terme	16 690	0	16 690
3.2.2.2.2	- - - - - À long terme	26 148	0	26 148
3.2.2.3	- - - - Administrations publiques	0	129 212	-129 212
3.2.2.3.1	- - - - - À court terme	0	19 992	-19 992
3.2.2.3.2	- - - - - À long terme	0	109 220	-109 220
3.2.2.4	- - - - Autres secteurs	12 282	-15 436	27 718
3.2.2.4.0.1	- - - - - À court terme	-106 915	142 005	-248 920
3.2.2.4.0.2	- - - - - À long terme	119 198	-157 441	276 639
3.2.2.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	637	-87	724
3.2.2.4.1.1	- - - - - À court terme	1 860	0	1 860
3.2.2.4.1.2	- - - - - À long terme	-1 224	-87	-1 137
3.2.2.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	11 646	-15 349	26 995
3.2.2.4.2.1	- - - - - À court terme	-108 776	142 005	-250 781
3.2.2.4.2.2	- - - - - À long terme	120 421	-157 354	277 775
3.3	- - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	40	0	40
3.3.1	- - - Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.3.2	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	- - - Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	- - - Autres secteurs	40	0	40
3.3.4.1	- - - - Autres sociétés financières	40	0	40
3.3.4.2	- - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	- - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	40	0	40
3.3.0.1.1	- - - - - Options	0	0	0
3.3.0.1.2	- - - - - Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	- - - - Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	- - Autres investissements	453 316	1 017 673	-564 357
3.4.1	- - - Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	- - - Monnaie fiduciaire et dépôts	37 906	135 512	-97 605
3.4.2.1	- - - - Banque centrale	0	32 542	-32 542
3.4.2.1.1	- - - - - À court terme	0	32 542	-32 542
3.4.2.1.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	- - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	29 631	102 970	-73 339
3.4.2.2.0.1	- - - - - Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	- - - - - À court terme	29 631	102 986	-73 355
3.4.2.2.2	- - - - - À long terme	0	-17	17
3.4.2.3	- - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	- - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.4	- - - - Autres secteurs	8 275	0	8 275
3.4.2.4.0.1	- - - - - À court terme	-39 548	0	-39 548
3.4.2.4.0.2	- - - - - À long terme	47 823	0	47 823
3.4.2.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.2.4.1.1	- - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.4.1.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	8 275	0	8 275
3.4.2.4.2.1	- - - - - À court terme	-39 548	0	-39 548
3.4.2.4.2.2	- - - - - À long terme	47 823	0	47 823

Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 3/3

3.4.3	- - - - Prêts	240 368	345 908	-105 540
3.4.3.1	- - - - - Banque centrale	0	-11 147	11 147
3.4.3.1.1	- - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	-11 147	11 147
3.4.3.1.2	- - - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	- - - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	- - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	- - - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	- - - - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	- - - - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	234 968	84 543	150 425
3.4.3.2.1	- - - - - - À court terme	145 780	9 191	136 589
3.4.3.2.2	- - - - - - À long terme	89 188	75 352	13 836
3.4.3.3	- - - - - Administrations publiques	0	77 148	-77 148
3.4.3.3.1	- - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	- - - - - - Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	- - - - - - Autres à long terme	0	77 148	-77 148
3.4.3.4	- - - - - Autres secteurs	5 400	195 364	-189 964
3.4.3.4.0.1	- - - - - - À court terme	4 011	104 036	-100 025
3.4.3.4.0.2	- - - - - - À long terme	1 389	91 328	-89 939
3.4.3.4.1	- - - - - - - Autres sociétés financières	0	-2 098	2 098
3.4.3.4.1.1	- - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.3.4.1.2	- - - - - - - À long terme	0	-2 098	2 098
3.4.3.4.2	- - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	5 400	197 462	-192 062
3.4.3.4.2.1	- - - - - - - À court terme	4 011	104 036	-100 025
3.4.3.4.2.2	- - - - - - - À long terme	1 389	93 426	-92 037
3.4.4	- - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	2 146	-1	2 146
3.4.4.1	- - - - Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	- - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	- - - - Autres secteurs	2 146	-1	2 146
3.4.4.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	2 146	-1	2 146
3.4.4.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.5	- - - Crédits commerciaux et avances	84 246	135 565	-51 319
3.4.5.1	- - - - Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	- - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	- - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.3	- - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	- - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.4	- - - - Autres secteurs	84 246	135 565	-51 319
3.4.5.4.0.1	- - - - - À court terme	57 933	107 150	-49 217
3.4.5.4.0.2	- - - - - À long terme	26 313	28 415	-2 102
3.4.5.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	35	-1 501	1 536
3.4.5.4.1.1	- - - - - - À court terme	35	-3 886	3 921
3.4.5.4.1.2	- - - - - - À long terme	0	2 385	-2 385
3.4.5.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	84 211	137 066	-52 855
3.4.5.4.2.1	- - - - - - À court terme	57 898	111 035	-53 138
3.4.5.4.2.2	- - - - - - À long terme	26 313	26 030	283
3.4.6	- - - Autres comptes à recevoir/ à payer	88 650	400 690	-312 040
3.4.6.1	- - - - Banque centrale	0	130 427	-130 427
3.4.6.1.1	- - - - - À court terme	0	130 427	-130 427
3.4.6.1.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	5 805	4 252	1 553
3.4.6.2.1	- - - - - À court terme	5 805	4 252	1 553
3.4.6.2.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.3	- - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	- - - - - À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.4	- - - - Autres secteurs	82 845	266 011	-183 166
3.4.6.4.0.1	- - - - - À court terme	79 165	77	79 088
3.4.6.4.0.2	- - - - - À long terme	3 680	265 934	-262 254
3.4.6.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.6.4.1.1	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.6.4.1.2	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	82 845	266 011	-183 166
3.4.6.4.2.1	- - - - - - À court terme	79 165	77	79 088
3.4.6.4.2.2	- - - - - - À long terme	3 680	265 934	-262 254
3.4.7	- - - Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.5	- - Avoirs de réserve	277 504	0	277 504
3.5.1	- - - Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	- - - - Or métal	0	0	0
3.5.1.2	- - - - Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.2	- - - Droits de tirage spéciaux	-2 054	0	-2 054
3.5.3	- - - Position de réserve au FMI	-6 629	0	-6 629
3.5.4	- - - Autres avoirs de réserve	286 186	0	286 186
3.5.4.1	- - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	286 186	0	286 186
3.5.4.1.1	- - - - - Créances sur les autorités monétaires	-1 009	0	-1 009
3.5.4.1.2	- - - - - Créances sur d'autres entités	287 195	0	287 195
3.5.4.2	- - - - Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	- - - - - Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	- - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	- - - - Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	- - - - Autres créances	0	0	0
6.	Erreurs et omissions nettes	-2 039 844	-2 035 344	-4 500

Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

1	Compte des transactions courantes	-664 564	-493 237	-529 372	-462 365	-520 434
1.A	Biens et services	-788 236	-551 808	-601 466	-471 737	-521 562
1.A.a	Biens	-328 836	-128 639	-142 726	-378	-3 105
1.A.a.1	Marchandises générales	-1 156 630	-932 356	-1 022 781	-1 096 591	-1 286 067
1.A.a.1.1	Dont : Réexportations	57 039	68 070	19 950	39 360	36 352
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	3 318	3 711	4 240	4 461	4 568
1.A.a.3	Or non monétaire	824 476	800 006	875 815	1 091 752	1 278 394
1.A.b	Services	-459 401	-423 169	-458 740	-471 359	-518 457
1.A.b.3	Transport	-299 701	-262 299	-283 918	-305 826	-327 167
1.A.b.3.0.2	Dont : Fret	-287 142	-246 383	-257 825	-280 290	-316 012
1.A.b.4	Voyage	4 326	1 327	3 775	4 006	647
1.A.b.0	Autres services	-164 026	-162 197	-178 598	-169 539	-191 937
1.B	Revenu primaire	-93 250	-177 518	-199 478	-231 767	-230 416
1.B.1	Revenus des salariés	-13 639	-7 002	-7 861	-8 452	-7 295
1.B.2	Revenus des investissements	-77 756	-168 776	-189 767	-206 318	-207 741
1.B.3	Autres revenus primaires	-1 855	-1 739	-1 850	-16 997	-15 380
1.C	Revenu secondaire	216 922	236 088	271 572	241 138	231 544
1.C.1	Administrations publiques	128 174	114 318	145 871	110 989	100 008
1.C.1.4	Aides budgétaires reçues	119 100	98 936	124 830	81 198	74 357
1.C.2	Autres secteurs	88 749	121 770	125 701	130 149	131 536
1.C.2.1.1	Dont : Envois de fonds des travailleurs reçus	144 282	123 407	128 596	132 492	133 824
2	Compte de capital	238 412	200 189	153 774	150 143	172 840
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	-216	35	147	172	196
2.2	Transfert en capital	238 628	200 154	153 627	149 971	172 645
2.2.1	Administrations publiques	205 200	157 510	105 211	98 992	119 947
	Remises de dettes	0	0	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	33 428	42 644	48 416	50 979	52 698
3	Compte financier	-282 935	-163 492	-654 867	-554 912	-599 069
3.1	Investissements directs	-213 412	-141 639	-128 764	-201 554	4 469
3.2	Investissements de portefeuille	-6 917	86 180	-2 981	-7 925	-112 402
3.3	Dérivés financiers	0	0	0	0	40
3.4	Autres investissements	-62 605	-108 033	-523 122	-345 433	-491 175
3.4.0.3	Administration publique	-35 516	-50 685	-89 179	-145 007	-77 148
3.4.0.4	Autres secteurs	-27 090	-57 348	-433 943	-200 426	-414 027
6	Erreurs et omissions nettes	-3 800	-3 360	4 301	-3 288	-4 500
7	Solde global	-147 018	-132 916	283 570	239 401	246 976
8	Avoirs et engagements extérieurs	147 018	132 916	-283 570	-239 401	-246 976
8.1	Banque centrale	193 296	143 872	8 207	70 927	-125 682
8.2	Autres institutions de dépôts	-46 278	-10 956	-291 777	-310 328	-121 294

Source : BCEAO

Annexe 7 : Compte de transactions courantes*(En millions de FCFA)*

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Biens et services	-788 236	-551 808	-601 466	-558 467	-521 562
Biens	-328 836	-128 639	-142 726	-378	-3 105
Services	-459 401	-423 169	-458 740	-471 359	-518 457
Revenus primaires	-93 250	-177 518	-199 478	-231 767	-230 416
Revenus secondaires	216 922	236 088	271 572	241 138	231 544
Solde du compte courant	-664 564	-493 237	-529 372	-462 365	-520 434
Solde du compte courant (hors dons) (%)	-15,7	-12,6	-14,0	-11,8	-11,4
Solde du compte courant (hors dons officiels) (%)	-13,3	-9,7	-10,6	-8,4	-8,3
PIB Nominal	5 902 383	6 119 568	6 162 492	6 455 703	7 173 073
Solde courant (en % du PIB)	-11,3	-8,1	-8,6	-7,2	-7,3

Source : BCEAO

Annexe 8 : Compte de biens et services*(En millions de FCFA)*

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations de biens et services	1 560 648	1 586 066	1 628 744	1 939 241	2 166 527
Importations de biens et services	2 348 884	2 137 874	2 230 209	2 410 978	2 688 089
Balance commerciale de biens et services	-788 236	-551 808	-601 466	-471 738	-521 562
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	66,4	74,2	73,0	80,4	80,6
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	33,1	30,4	31,3	33,7	33,8

Source : BCEAO

Annexe 9 : Compte de biens*(En millions de FCFA)*

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations de biens	1 315 325	1 362 294	1 397 695	1 676 361	1 887 298
Importations de biens	1 644 161	1 490 933	1 540 420	1 676 738	1 890 403
Balance commerciale de biens	-328 836	-128 639	-142 726	-378	-3 105
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	80,0	91,4	90,7	100,0	99,8
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	25,1	23,3	23,8	26,0	26,3

Source : BCEAO

Annexe 10 : Evolution des exportations de biens*(En millions de FCFA)*

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Marchandises générales	487 531	558 577	517 639	580 148	604 336
<i>Dont réexportations</i>	57 039	68 070	19 950	39 360	36 352
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	3 318	3 711	4 240	4 461	4 568
Or non monétaire	824 476	800 006	875 815	1 091 752	1 278 394
Total exportations de biens	1 315 325	1 362 294	1 397 695	1 676 361	1 887 298

Source : BCEAO

Annexe 11 : Exportations par principaux produits*(En millions de FCFA)*

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Or non monétaire	824 476	800 006	875 815	1 091 752	1 278 394
Coton en masse	215 286	236 975	213 434	198 443	253 264
Graines de sésame	79 629	66 365	99 875	67 415	59 024
Noix de cajou	25 736	21 320	51 573	67 087	99 718
Zinc	28 000	43 067	32 699	53 156	95 818
Total exportations de biens	1 315 325	1 362 294	1 397 695	1 676 361	1 887 298

Source : BCEAO

Annexe 12 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2013	2014	2015	2016	2017
EUROPE	746 169	827 615	759 761	1 007 343	1 168 517
UNION EUROPEENNE	71 250	100 928	87 818	92 428	155 280
ZONE EURO					
France	31 326	46 797	38 706	37 188	45 151
Allemagne	3 731	3 114	4 039	6 354	5 156
Italie	1 280	1 541	446	1 325	737
Royaume-Uni	4 294	23 982	18 512	22 330	8 713
AUTRES PAYS D'EUROPE					
Suisse	683 170	701 134	651 357	889 462	999 920
AFRIQUE	221 154	242 594	225 408	230 937	224 009
UEMOA	97 042	89 003	93 092	64 630	69 219
Bénin	2 993	14 924	5 133	1 433	2 759
Côte d'Ivoire	21 582	16 231	14 351	11 550	14 644
Guinée-Bissau	24	0	0	13	2
Mali	47 896	35 019	26 042	13 016	18 029
Niger	13 605	17 326	20 380	10 299	12 936
Sénégal	4 207	495	3 478	4 314	7 306
Togo	6 733	5 008	23 710	24 005	13 544
CEDEAO (hors UEMOA)	38 976	47 138	46 248	40 846	32 677
Nigeria	612	1 636	286	123	36
Ghana	25 080	29 638	31 688	36 255	26 347
Guinée Conakry	749	1 494	1 061	1 946	4 797
AMERIQUE	5 202	4 372	8 305	11 955	7 173
USA	2 151	3 163	1 022	1 273	1 938
Canada	2 930	739	7 146	10 623	516
ASIE	246 930	221 011	331 816	335 359	419 198
Singapour	75 725	87 167	128 970	136 985	153 188
Chine	67 440	15 004	38 246	24 930	5 844
Japon	27 780	14 336	9 336	9 545	16 657
Inde	3 196	15 719	132 437	77 296	168 026
Autres pays	95 870	66 702	72 405	90 768	68 401
TOTAL	1 315 325	1 362 294	1 397 695	1 676 361	1 887 298

Sources: BCEAO, INSD

Annexe 13 : Evolution des importations de biens*(En millions de FCFA)*

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Marchandises générales	1 644 161	1 490 933	1 540 420	1 676 738	1 890 402
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Total importations de biens	1 644 161	1 490 933	1 540 420	1 676 738	1 890 402
Importations de biens / PIB	26,0	25,3	25,2	27,2	28,2

Source : BCEAO

Annexe 14 : Importations par principaux produits*(En millions de FCFA)*

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Biens d'équipement	570 467	359 394	478 405	534 583	598 733
Produits énergétiques	554 585	521 310	454 656	425 722	478 937
Matières premières	295 918	278 363	281 563	290 634	319 698
Produits alimentaires	213 232	195 928	207 480	231 422	249 935
Produits chimiques	209 974	176 218	183 546	203 642	228 079
Produits divers	312 221	239 168	216 080	297 520	391 736
Total importations de biens CAF	2 156 397	1 770 381	1 821 729	1 983 523	2 267 118
Total importations de biens FOB (après ajustement)	1 644 161	1 490 933	1 540 420	1 676 738	1 890 402

Source : BCEAO

Annexe 15 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2017*(En millions de FCFA)*

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0	6 561	9 138	32	40 642	31 904	1 827	8 676	98 779
	Burkina	2 759	0	14 644	2	18 029	12 936	7 306	13 544	69 219
	Côte d'Ivoire	39 379	317 464	0	655	275 620	44 930	79 328	69 197	826 572
	Guinée-Bissau	279	0	85	0	80	0	6 045	7	6 495
	Mali	2 314	58 305	56 770	310	0	19 482	50 495	1 277	188 952
	Niger	39 057	28 220	3 485	70	69 243	0	3 620	3 947	147 642
	Sénégal	11 167	34 663	85 528	39 308	382 378	10 977	0	14 843	578 864
	Togo	157 633	113 822	40 680	41	47 315	56 019	8 504	0	424 013
	UEMOA	252 587	559 035	210 329	40 418	833 306	176 247	157 124	111 490	2 340 536

Source : BCEAO

Annexe 16 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2013	2014	2015	2016	2017
EUROPE	768 872	589 347	681 263	570 422	727 288
UNION EUROPEENNE	728 672	578 812	606 283	507 576	664 924
France	184 717	184 603	161 004	160 367	191 369
Allemagne	77 256	49 477	51 151	59 498	81 245
Italie	29 689	23 083	40 109	33 359	33 979
Pays-Bas	184 553	131 181	141 774	88 654	153 153
Belgique	61 931	36 182	54 674	35 066	43 798
Royaume-Uni	76 426	59 681	31 221	24 799	23 258
AUTRES PAYS D'EUROPE	53 797	55 861	53 311	55 542	74 982
Suisse	4 384	9 244	3 565	3 036	25 781
AFRIQUE	731 242	786 187	564 578	731 509	787 309
UEMOA	559 773	671 737	496 100	514 714	559 035
Bénin	4 315	4 091	3 636	4 540	6 561
Côte d'Ivoire	329 435	359 850	316 217	294 190	317 464
Guinée-Bissau	0	4	0	1	0
Mali	42 299	70 386	44 467	65 958	58 306
Niger	55 695	99 048	18 545	19 277	28 220
Sénégal	33 378	33 618	27 074	32 970	34 663
Togo	94 651	104 741	86 161	97 778	113 822
CEDEAO (hors UEMOA)	91 795	89 652	90 411	124 316	134 261
Nigeria	12 644	12 440	7 279	7 452	6 508
Ghana	64 162	62 949	67 659	99 063	108 664
Guinée Conakry	213	176	158	272	106
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	64 779	82 534	106 571	82 775	92 460
AMERIQUE	214 714	114 758	188 938	224 764	229 259
USA	133 734	74 054	120 762	159 702	157 151
Canada	51 915	14 359	14 278	17 671	19 670
ASIE	437 168	271 593	380 673	450 880	518 513
Chine	209 570	209 008	221 431	291 067	327 639
Japon	60 448	40 568	46 640	48 932	70 435
Inde	100 794	69 932	61 909	103 150	101 789
Pakistan	4 674	6 850	4 083	1 770	837
Emirats arabes unis	8 831	7 954	5 903	6 763	0
Thaïlande	19 764	31 108	37 023	42 845	38 867
Autres pays	4 400	8 496	6 278	5 947	4 750
TOTAL	2 156 397	1 770 381	1 821 729	1 983 523	2 267 118

Sources: BCEAO, INSD

Annexe 17 : Evolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Transport	-299 701	-262 299	-283 918	-305 826	-327 167
<i>Dont fret</i>	-287 142	-246 383	-257 825	-280 290	-316 012
Voyage	4 326	1 327	3 775	4 006	647
Autres services	-164 026	-162 197	-178 598	-169 539	-191 937
Total services nets	-459 401	-423 169	-458 740	-471 359	-518 457

Source : BCEAO

Annexe 18 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2017

(En millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
Dépenses de tourisme au débit par pays		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
	Bénin		4 052,7	1 624,3	155,1	1 039,4	2 331,0	3 523,6	6 937,1	19 663,1
	Burkina	16 451,7		958,8	99,3	3 426,1	4 777,7	4 259,6	10 362,5	40 335,6
	Côte d'Ivoire	13 693,8	13 965,1		86,4	5 949,0	2 214,2	5 606,9	7 613,7	49 129,1
	Guinée-Bissau	62,0	144,0	147,4		3,4	16,6	3 967,0	45,5	4 385,8
	Mali	3 699,4	10 866,1	5 102,4	918,3		3 455,6	5 262,1	2 635,3	31 939,3
	Niger	5 640,5	2 294,6	2 889,8	25,0	1 572,5		5 324,5	4 602,3	22 349,1
	Sénégal	2 572,0	8 830,0	2 143,3	1 428,9	3 572,2	1 576,0		716,9	20 839,3
	Togo	17 975,3	1 655,6	1 343,3	104,6	1 292,5	1 174,3	5 597,2		29 142,7
	UEMOA	60 094,7	41 808,1	14 209,3	2 817,5	16 855,0	15 545,4	33 540,8	32 913,3	217 784,1

Source : BCEAO

Annexe 19 : Evolution du compte du revenu primaire

(En millions de FCFA)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Rémunérations des salariés	-13 639	-7 002	-7 861	-8 452	-7 295
Revenus des investissements	-77 756	-168 776	-189 767	-206 318	-207 741
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-12 820	14 699	-15 874	-16 812	-20 164
Autres revenus primaires	-1 855	-1 739	-1 850	-16 997	-15 379
Revenu primaire net	-93 250	-177 518	-199 478	-231 767	-230 414

Source : BCEAO

Annexe 20 : Evolution du compte du revenu secondaire

(En millions de FCFA)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Administration publique	128 174	114 318	145 871	110 989	100 008
<i>Dont aide budgétaire reçue</i>	119 100	98 936	124 830	81 198	74 357
Autres secteurs	88 749	121 770	125 701	130 149	131 537
<i>Dont envois de fonds des travailleurs reçus</i>	144 282	179 699	211 510	132 492	133 825
Revenu secondaire net	216 922	236 088	271 572	241 138	231 545

Source : BCEAO

Annexe 21 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2017

(En millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
Transferts des migrants émis par pays		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
	Bénin		3 794,9	6 078,0	9,2	4 029,0	1 014,9	3 908,0	3 385,9	22 220,0
	Burkina	3 694,0		11 732,1	24,2	19 776,3	2 066,2	7 159,4	5 786,0	50 238,2
	Côte d'Ivoire	10 408,5	14 286,3		65,3	66 563,3	8 742,6	20 722,5	15 050,8	135 839,4
	Guinée-Bissau	310,0	48,4	118,5		2 360,9	348,8	7 022,0	257,3	10 465,9
	Mali	2 433,5	6 610,9	4 545,7	50,5		5 544,7	24 559,9	6 016,4	49 761,6
	Niger	1 068,0	1 460,2	5 040,1	96,8	8 853,0		3 819,8	7 457,8	27 795,7
	Sénégal	3 102,1	3 656,7	6 484,7	3 469,2	22 825,3	6 454,5		3 352,4	49 345,0
	Togo	2 951,4	3 402,7	6 129,7	7,9	5 319,6	4 869,3	3 495,2		26 304,7
	UEMOA	23 967,5	33 260,1	40 128,7	3 723,3	129 727,6	29 041,1	70 686,8	41 306,6	371 841,6

Source : BCEAO

Annexe 22 : Evolution du compte de capital

(En millions de FCFA)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers	-216	35	147	172	196
Transferts de capital	238 628	200 154	153 627	149 971	172 645
Administration publique	205 200	157 510	105 211	98 992	119 947
dont Dons projets	205 200	157 510	105 211	98 992	119 947
Autres secteurs	33 428	42 644	48 416	50 979	52 698
Solde du compte de capital	238 412	200 189	153 774	150 143	172 841

Source : BCEAO

Annexe 23 : Evolution du compte financier¹¹

(En millions de FCFA)

Postes	2013	2014	2015	2016	2017
Investissements directs	-213 412	-141 639	-128 764	-201 554	4 469
Investissements de portefeuille	-6 917	86 180	-2 981	-7 925	-112 402
Dérivés financiers	0	0	0	0	40
Autres investissements	-62 605	-108 033	-523 122	-345 433	-491 175
Solde du compte financier	-282 935	-163 933	-654 867	-554 912	-599 069

Source : BCEAO

¹¹ Les données analysées dans ce tableau proviennent de la balance des paiements, optique BCEAO.

Annexe 24 : Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements
(En millions de FCFA)

Poste	31 déc. 2016	Autres flux	31 déc. 2017
AVOIRS			
Statistiques monétaires (données FISEC)	2 267 237	0	2 873 387
Effets en recouvrement et à l'encaissement	72 615	0	89 571
Total avoirs en balance des paiements	2 194 622	-1 553	2 783 815
ENGAGEMENTS			
Statistiques monétaires (données FISEC)	1 214 475	0	1 543 270
Comptes exigibles après encaissement	112 356	0	108 878
Total engagements en balance des paiements	1 102 118	-11 496	1 434 392
AVOIRS EXTERIEURS NETS	1 092 504	9 943	1 349 423
VARIATION DES AVOIRS EXTERIEURS NETS	239 401		246 976

Source : BCEAO

Annexe 25 : Variation de la position extérieure globale nette

(En millions de FCFA)

	Postes	Début de période	Autres flux	Fin de période	Flux nets
A	Stock d'actifs financiers	6 182 291	-1 553	6 978 030	797 293
1	Investissements directs	84 763	0	90 726	5 963
2	Investissements de portefeuille	2 316 048	0	2 376 518	60 470
3	Dérivés financiers	307	0	347	40
4	Autres investissements	3 159 362	0	3 612 678	453 316
4.1	Autres titres de participation	0	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	465 557	0	503 464	37 906
4.3	Prêts	281 280	0	521 648	240 368
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	8 057	0	10 203	2 146
4.5	Crédits commerciaux	1 441 801	0	1 526 047	84 246
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	962 667	0	1 051 317	88 650
5	Avoirs de réserves	621 810	-1 553	897 761	277 504
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	10 062	-552	7 457	-2 054
5.3	Position de réserve au FMI	21 162	-1 001	13 533	-6 629
5.4	Autres avoirs de réserve	590 586	0	876 772	286 186
B	Stocks de passifs financiers	10 260 298	-90 848	11 308 686	1 139 235
1	Investissements directs	1 602 023	1 065	1 594 432	-8 657
2	Investissements de portefeuille	1 794 800	0	1 925 018	130 219
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	6 863 475	-91 913	7 789 236	1 017 673
4.1	Autres titres de participation	0	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	381 589	0	517 101	135 512
4.3	Prêts	2 806 735	-88 594	3 064 048	345 908
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	2 585	0	2 584	-1
4.5	Crédits commerciaux	1 818 677	0	1 954 242	135 565
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	1 805 717	0	2 206 407	400 690
4.7	Droits de tirage spéciaux	48 173	-3 319	44 854	0
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-4 078 008	89 295	-4 330 655	-341 942

Source : BCEAO

Annexe 26 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2017
(En millions de FCFA)

	Postes	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			Total
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	Stock d'actifs financiers	897 761	1 886 054	4 430	4 189 785	42 841	4 146 944	6 978 030
1	Investissements directs				90 726		90 726	90 726
2	Investissements de portefeuille		1 123 281		1 253 237	32 191	1 221 047	2 376 518
3	Dérivés financiers				347	347	0	347
4	Autres investissements		762 773	4 430	2 845 475	10 304	2 835 171	3 612 678
5	Avoirs de réserves	897 761	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	897 761
5.1	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	7 457	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	7 457
5.3	Position de réserve au FMI	13 533	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	13 533
5.4	Autres avoirs de réserve	876 772	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	876 772
	Stocks de passifs financiers	898 737	535 655	2 025 953	7 848 340	19 641	7 828 699	11 308 686
1	Investissements directs				1 594 432		1 594 432	1 594 432
2	Investissements de portefeuille		922	392 318	1 531 779	1 696	1 530 083	1 925 018
3	Dérivés financiers		0		0	0	0	0
4	Autres investissements	898 737	534 734	1 633 635	4 722 130	17 945	4 704 184	7 789 236
	Position extérieure globale nette	-976	1 350 399	-2 021 523	-3 658 555	23 200	-3 681 755	-4 330 655

n.a. (non applicable) : aucune donnée dans cette cellule.

Source : BCEAO

Annexe 27 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2017
(En millions de FCFA)

	Postes	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	Stock d'actifs financiers	3 076 574	1 947 272	1 954 185	6 978 030
1	Investissements directs	44 341	29 655	16 729	90 726
2	Investissements de portefeuille	1 566 925	470 586	339 007	2 376 518
3	Dérivés financiers			347	347
4	Autres investissements	1 189 827	1 106 173	1 316 679	3 612 678
5	Avoirs de réserves	-2 458 569	0	3 356 331	897 761
5.1	Or monétaire			0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	7 457	7 457
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	13 533	13 533
5.4	Autres avoirs de réserve	-3 350 843	0	4 227 615	876 772
	Stocks de passifs financiers	2 650 209	2 981 403	5 677 074	11 308 686
1	Investissements directs	326 461	429 354	838 617	1 594 432
2	Investissements de portefeuille	981 989	376 466	566 564	1 925 018
3	Dérivés financiers			0	0
4	Autres investissements	1 675 748	2 513 438	3 600 050	7 789 236
	Position extérieure globale nette	426 365	-1 034 131	-3 722 888	-4 330 655

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int